



# Assemblée générale

Soixante-troisième session

**42<sup>e</sup>** séance plénière

Lundi 10 novembre 2008, à 10 heures  
New York

*Documents officiels*

*Président* : M. d'Escoto Brockmann. . . . . (Nicaragua)

*La séance est ouverte à 10 h 10.*

**Point 114 de l'ordre du jour (suite)**

**Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales ou autres**

**n) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des États arabes**

**Projet de résolution (A/63/L.20)**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Jamahiriya arabe libyenne, qui va présenter le projet de résolution A/63/L.20.

**M. Ettalhi** (Jamahiriya arabe libyenne) (*parle en arabe*) : Monsieur le Président, il m'est agréable de vous féliciter pour la deuxième fois de la sagesse et la compétence avec lesquelles vous menez les travaux de la soixante-troisième session de l'Assemblée générale. Au nom de mon pays, la Jamahiriya arabe libyenne, en sa qualité de Président du Groupe des États arabes pour le mois de novembre 2008, et au nom de l'Algérie, de l'Arabie saoudite, de Bahreïn, des Comores, de Djibouti, de l'Égypte, des Émirats arabes unis, de l'Iraq, de la Jordanie, du Koweït, du Liban, du Maroc, de la Mauritanie, d'Oman, du Qatar, de la République arabe syrienne, de la Somalie, du Soudan, de la Tunisie, et du Yémen, j'ai l'honneur de présenter le projet de résolution A/63/L.20, intitulé « Coopération

entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des États arabes ».

Le projet de résolution souligne la nécessité de renforcer la coopération entre l'ONU et les autres organismes et institutions spécialisées du système des Nations Unies et la Ligue des États arabes en vue d'atteindre les buts et objectifs communs aux deux organisations. Il prie également le Secrétariat de l'ONU et le Secrétariat général de la Ligue des États arabes de coopérer plus étroitement encore, dans leurs domaines de compétence respectifs, en vue de réaliser les buts et principes inscrits dans la Charte des Nations Unies, de renforcer la paix et la sécurité internationales et de faire avancer le développement économique et social, le désarmement, la décolonisation, l'autodétermination et l'élimination de toutes les formes de racisme et de discrimination raciale.

Le projet de résolution A/63/L.20 demande également aux institutions spécialisées et autres organismes et programmes des Nations Unies d'accroître leur coopération avec la Ligue des États arabes et ses organisations spécialisées dans les domaines prioritaires que sont l'énergie, le développement rural, la désertification et les ceintures vertes, la formation et l'enseignement professionnel, la technologie, l'environnement, l'information et la documentation, le commerce et les finances, les ressources en eau, le développement du secteur agricole, l'émancipation de la femme, les transports, les communications et l'information, le renforcement

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



du rôle du secteur privé ainsi que le renforcement des capacités.

Il encourage aussi la tenue de réunions périodiques entre les représentants du Secrétariat de l'ONU et du Secrétariat général de la Ligue des États arabes pour examiner et renforcer les mécanismes de coordination entre les deux organisations.

Nous espérons que le projet de résolution recueillera l'appui de toutes les délégations et nous sommes persuadés qu'il pourra être adopté par consensus, dans la mesure où il s'efforce de renforcer la coopération internationale en vue d'atteindre les objectifs de l'ONU, conformément à la lettre et à l'esprit de la Charte des Nations Unies.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/63/L.20.

Avant de procéder au vote, je voudrais indiquer que depuis la présentation du projet de résolution, la Bosnie-Herzégovine s'est jointe à la liste des coauteurs.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale décide d'adopter le projet de résolution A/63/L.20?

*Le projet de résolution A/63/L.20 est adopté (résolution 63/17).*

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Puis-je considérer que l'Assemblée générale en a ainsi terminé avec son examen du point 114 n) de l'ordre du jour?

*Il en est ainsi décidé.*

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Avant de passer au point suivant de l'ordre du jour, je voudrais demander aux délégations qui comptent présenter des projets de résolution au titre des autres sous-points du point 114 de l'ordre du jour de le faire le plus rapidement possible.

## **Point 17 de l'ordre du jour**

### **La situation en Afghanistan**

#### **Rapport du Secrétaire général (A/63/372)**

#### **Projet de résolution (A/63/L.17)**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Allemagne, qui va présenter le projet de résolution A/63/L.17.

**M. Matussek** (Allemagne) (*parle en anglais*) : Comme les années précédentes, l'Allemagne a

l'honneur de présenter aujourd'hui le projet de résolution consacré à la situation en Afghanistan (A/63/L.17). Ce projet de résolution est le fruit de plusieurs semaines de consultations intenses à l'Assemblée générale. Je voudrais tout d'abord remercier toutes les délégations concernées pour leur appui constructif et l'esprit de coopération constant dont elles ont fait montre.

Nous appuyons pleinement la déclaration qui sera prononcée par la présidence française de l'Union européenne. Toutefois, en tant que modérateur, l'Allemagne voudrait insister sur les aspects suivants.

La reconstruction et le développement de l'Afghanistan sont au cœur des efforts déployés par la communauté internationale. Notre objectif commun est d'aider à améliorer la vie quotidienne des Afghans. En adoptant ce projet de résolution par consensus, nous, membres de l'Assemblée générale, avons encore une fois la possibilité de manifester notre solidarité avec le peuple afghan et de manifester notre ferme appui aux efforts que déploie la communauté internationale pour aider le peuple afghan à reconstruire son pays et à édifier une société démocratique après les années de dévastation et de terreur sous les Taliban.

Il y a sept ans, l'Afghanistan était un pays où la population n'avait généralement pas accès aux services de santé de base, où les droits de l'homme étaient violés et où l'on refusait aux femmes l'accès à l'éducation ou au service public. C'est sur cette toile de fond que nous pouvons mesurer les résultats importants et encourageants obtenus par le Gouvernement afghan avec l'appui de la communauté internationale. Aujourd'hui, 85 % de la population afghane ont accès aux soins médicaux : des routes, des écoles, des ponts et des infrastructures hydrauliques ont été construites ou reconstruites; et des opérations de déminage ont été menées dans de vastes portions du pays. Voici ce que nous répondons à tous ceux qui remettent en question les succès obtenus en Afghanistan : toute parcelle de nouveau cultivée par un agriculteur, tout enfant qui retourne à l'école, tout nouvel hôpital et chaque kilomètre de nouvelles routes représentent une petite victoire pour l'humanité.

La Déclaration de Paris définit la stratégie et la feuille de route qui permettront au Gouvernement afghan et à la communauté internationale de redoubler d'efforts pour faire face aux défis restants. Et nous insistons sur le fait qu'il est important de traduire les

engagements de Paris en une action politique concrète aussi rapidement que possible.

Nous appuyons vigoureusement l'idée que les Afghans prennent de plus en plus en main tous les aspects de la gouvernance, comme l'illustre le lancement de la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan; et nous voudrions rappeler que le Pacte pour l'Afghanistan, document sur lequel nous sommes mis d'accord, demeurera le fondement de nos activités. L'Allemagne se félicite du rôle de chef de file de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et du Représentant spécial du Secrétaire général, Kai Eide, qui coordonnera l'effort civil international.

Je voudrais insister sur la nécessité de veiller à ce que la MANUA dispose des ressources appropriées pour s'acquitter de son mandat élargi. L'Allemagne a considérablement appuyé la MANUA depuis sa création et continuera de le faire. Nous pensons que le Gouvernement afghan doit accroître ses efforts pour améliorer la gouvernance à tous les niveaux. Nous l'encourageons à prendre d'autres mesures décisives pour lutter contre le terrorisme, la production et le trafic de stupéfiants, y compris les précurseurs de drogue, la corruption et à poursuivre la réforme du secteur judiciaire pour continuer d'améliorer substantiellement la situation des droits de l'homme.

À cet égard, nous saluons les décisions récentes du Gouvernement afghan qui reflètent une volonté politique renouvelée de renforcer la lutte contre la corruption, la Police nationale afghane ainsi que la croissance économique grâce au développement rural.

L'Allemagne est déterminée à continuer d'appuyer totalement les efforts déployés sous l'autorité de l'ONU par la communauté internationale. Mon gouvernement a récemment porté le montant total de l'aide au développement qu'il fournit à l'Afghanistan à environ 170 millions d'euros en 2008, ce qui représente une augmentation de 30 millions d'euros. De même, les fonds consacrés à l'aide humanitaire et au déminage ont considérablement augmenté en 2008 pour atteindre 15 millions d'euros.

Compte tenu de la crise alimentaire qui se profile, nous avons prévu des fonds complémentaires, disponibles à brève échéance. L'Allemagne a décidé de porter le personnel qu'elle fournit à la Force internationale d'assistance à la sécurité à 4 500 membres, ce qui représente une augmentation substantielle de 1 000 soldats. Nous sommes

parallèlement disposés à doubler le nombre d'officiers de police allemands dans le cadre de la Mission de police de l'Union européenne en Afghanistan conformément aux efforts déployés par l'Union européenne pour renforcer cette Mission.

La communauté internationale est outrée par l'augmentation sensible du nombre d'attaques contre les travailleurs, les convois et les installations humanitaires, comme l'indique le récent rapport du Secrétaire général. Comme le précise le projet de résolution, nous faisons nôtre l'inquiétude concernant le nombre de victimes civiles, notamment la recrudescence des activités criminelles violentes et des actes de terrorisme auxquels se livrent les Taliban, Al-Qaida, et d'autres groupes criminels et extrémistes et leurs tactiques asymétriques. La Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) a pris les mesures nécessaires pour minimiser les risques pesant sur les victimes civiles fortuites et a institué des procédures pour examiner la situation après coup. Nous reconnaissons que les forces internationales doivent déployer des efforts constants pour éviter que les opérations militaires ne fassent des victimes parmi la population civile.

Une coopération régionale accrue et meilleure dans tous les domaines sera la clef du succès de l'aide internationale pour améliorer les conditions de vie en Afghanistan. Nous aimerions saisir cette occasion pour encourager tous les partenaires régionaux à poursuivre leurs initiatives visant à renforcer la coopération régionale dans tous les domaines.

Permettez-moi enfin d'exprimer ma gratitude la plus sincère à tous les hommes et femmes qui travaillent sur le terrain en Afghanistan, qu'il s'agisse du personnel de sécurité, des travailleurs humanitaires, de diplomates ou d'autres personnes. Ils s'emploient à aider à créer un avenir meilleur pour le peuple afghan et pour nous tous et méritent notre plus grand respect.

Pour terminer, je voudrais transmettre mes remerciements les plus sincères à mon collègue l'Ambassadeur Zahir Tanin, et son ministre conseiller, Erfani Ayoob, pour la confiance et l'amitié qu'ils nous ont témoignées, et la coopération dont ils ont fait preuve et dont nous avons eu le privilège de profiter, et pas seulement ces derniers jours. Puisse l'Afghanistan poursuivre son chemin vers la paix, la sécurité et le développement. Les prochaines élections seront une étape importante pour leur pays.

L'adoption aujourd'hui de ce projet de résolution par l'Assemblée générale montrera clairement que la communauté internationale reste disposée à apporter une aide active à la délégation afghane et à son pays dans cet effort.

**M. Tanin** (Afghanistan) (*parle en anglais*) : C'est pour moi un grand honneur d'intervenir devant l'Assemblée à l'occasion de l'examen de la résolution présentée chaque année sur la situation en Afghanistan. Je voudrais remercier la délégation allemande pour le dévouement qu'elle a mis à établir et négocier le projet de résolution dont nous sommes saisis (A/63/L.17) et adresser ma gratitude à tous ses auteurs. Par le truchement de ce projet, ils ont exprimé leur solidarité renouvelée envers un Afghanistan plus fort et plus pacifique.

Il y a plus de sept ans, les forces internationales pénétraient sur notre territoire. Après tant d'années, et avec une telle attention portée à des éléments particulièrement complexes, il peut parfois nous arriver de perdre de vue le noble objectif initial de nos travaux en Afghanistan.

Quel est ce noble objectif? Nous sommes présents en Afghanistan pour empêcher la maladie du terrorisme de ronger une nation et le monde. Nous sommes ici pour proclamer ensemble que plus jamais le régime des Talibans ne prendra le contrôle d'un pays et n'étouffera les espoirs, les rêves et la vie de sa population. Al-Qaïda ne doit plus jamais pouvoir trouver refuge en Afghanistan, ni ailleurs, pour fomenter ses projets de terreur extrémiste destinés à tuer des milliers de personnes innocentes de par le monde.

Nous sommes également ici pour faire profiter la région et le monde de la richesse et de la prospérité apportées par un Afghanistan stable, capable d'offrir de nouvelles possibilités de coopération économique et d'échanges commerciaux. Nous sommes ici pour ériger un Afghanistan fort en exemple de pays islamique démocratique capable d'unir ses communautés et ses peuples, indépendamment de leurs croyances et de leur culture.

Il nous faut porter cet objectif initial tel une lampe éclairant la route face aux sombres défis qui se dressent devant nous aujourd'hui. Ces défis sont graves. Les terroristes commettent des actes de plus en plus brutaux, tuant des professeurs, des travailleurs humanitaires et des familles. Les activités terroristes sont également de plus en plus étroitement liées à la

criminalité et aux stupéfiants. En outre, le Gouvernement afghan se heurte à de gros obstacles dans la mission qu'il s'est fixée de lutter contre la corruption, d'organiser des élections, d'établir un appareil judiciaire solide et de renforcer le développement économique. Plus grave encore, une pénurie alimentaire menace plus de 8 millions d'Afghans cet hiver, c'est-à-dire dans les semaines à venir.

Dans le même temps, le monde subit la pire crise des finances et du crédit depuis la Seconde Guerre mondiale. De même que la menace du terrorisme n'a pas de frontières, la pression financière nous touche tous. Alors que l'Afghanistan lutte contre de graves difficultés ayant des ramifications internationales, les ressources se réduisent. Nous devons manifestement faire plus avec moins.

Pour surmonter cette difficulté, nous, en Afghanistan, devons nous lancer dans une stratégie habile et durable qui nous permette d'exploiter nos ressources plus efficacement. Cette stratégie devra sans cesse être guidée en premier lieu par les intérêts de la population afghane et elle devra en priorité viser la création d'une nation autonome. La stratégie devrait reposer sur les éléments suivants.

Premièrement, la prise en main par les Afghans devrait s'accroître à tous les niveaux et dans toutes les dimensions. L'armée et les forces de sécurité nationales afghanes doivent être augmentées en nombre et renforcées pour permettre aux Afghans de protéger les Afghans. À cette fin, le Gouvernement afghan s'est fixé des objectifs ambitieux afin de développer la formation, d'établir une stratégie de réforme globale et d'augmenter les effectifs de notre armée pour les porter à 134 000 hommes d'ici à 2010. Pour atteindre ces objectifs, nous avons besoin d'un appui international soutenu.

En outre, le Gouvernement afghan lutte contre la corruption grâce à la réorganisation de ses ministères, aux travaux de la Direction indépendante de la gouvernance locale et à l'établissement du Bureau de surveillance de haut niveau chargé de la lutte contre la corruption. L'appui international à ces initiatives permettrait au Gouvernement d'améliorer les prestations des services nationaux en faveur de la population afghane.

Le Gouvernement afghan souhaite également voir l'Afghanistan prendre davantage en main les efforts de reconstruction et de développement. Si le soutien

international est nécessaire pour renforcer notre secteur agricole, pour créer de nouveaux projets d'infrastructure, pour trouver de nouvelles sources d'énergie et de nouveaux débouchés pour l'économie locale, nous espérons que l'appui international sera fourni de plus en plus par l'intermédiaire du cadre offert par notre stratégie nationale de développement de l'Afghanistan.

En outre, les élections à venir constituent une possibilité extrêmement importante pour accroître l'appropriation de l'Afghanistan par des Afghans qualifiés. Il est crucial de tenir des élections régulières, crédibles et opportunes pour renforcer la légitimité et établir un Afghanistan autonome. Cependant, la sécurité est un préalable incontournable à la tenue des élections. Le Gouvernement afghan espère que la communauté internationale l'appuiera dans ses efforts pour instaurer cette sécurité.

Les ingrédients d'une solution politique à la situation en Afghanistan doivent inclure le peuple afghan et les communautés qui le composent. Pour faire aboutir des pourparlers de réconciliation et le processus de paix, nous devons gagner la confiance de la population afghane en l'intégrant amplement dans le processus.

Deuxièmement, la participation internationale devrait être recentrée sur la sécurité globale de la population afghane. Le Gouvernement afghan reconnaît qu'un renfort de troupes internationales est nécessaire pour éliminer l'insécurité actuelle. Afin que cette participation internationale accrue protège effectivement la population afghane, nous devons nous assurer, en premier lieu, que les troupes internationales en Afghanistan élargissent leur champ d'action. Elles ne doivent pas s'en tenir à la traque des Taliban; l'objectif doit être d'assurer la sécurité globale de la population afghane. En second lieu, le Gouvernement afghan demande instamment que tout déploiement supplémentaire de troupes soit assorti d'une collaboration plus étroite avec le Gouvernement. En troisième lieu, les troupes internationales doivent se pencher sur le problème des victimes civiles. Si les Taliban sont à l'origine de la majorité des victimes civiles, les forces internationales, de leur côté, peuvent faire davantage pour réduire le risque de victimes civiles. Pour construire un Afghanistan autonome, nos concitoyens doivent pouvoir être sûrs que leur Gouvernement et ses alliés protègent leur vie et leur famille.

En outre, le Gouvernement afghan apprécie vivement les efforts de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) pour tenir compte de l'aspect développement humain de la sécurité. Son mandat, qui lui impose de fournir l'aide plus efficacement, revêt une importance capitale en cette période de ressources limitées. Cependant, pour permettre à M. Kai Eide et à la MANUA d'accomplir cette mission, la question des ressources financières dont ils ont besoin pour agir efficacement doit être examinée par les États Membres. Le Gouvernement afghan, quant à lui, s'engage à poursuivre sa collaboration avec la MANUA.

Troisièmement, un recentrage sur les partenariats régionaux est nécessaire. Les défis qui se posent aujourd'hui à l'Afghanistan sont des défis régionaux. Les Taliban et Al-Qaida, les mouvements de réfugiés et le commerce des stupéfiants sont des problèmes transfrontaliers. En outre, les solutions régionales promettent des bénéfices régionaux considérables dans les domaines de la sécurité, du commerce, de l'énergie, des infrastructures et de l'amélioration des relations entre les personnes. C'est pourquoi nous devrions nous efforcer conjointement de trouver des solutions régionales à nos défis communs. La relation de l'Afghanistan avec nos amis du Pakistan est notre priorité absolue. Les Taliban et Al-Qaida leur infligent des souffrances similaires. Pour combattre les terroristes prêts à tuer nos concitoyens, nous devons travailler ensemble à éliminer leurs refuges. Le Gouvernement afghan est de plus en plus convaincu que la seule paix durable sera une paix forgée de concert avec nos alliés de la région. L'appui de la communauté internationale aux efforts régionaux est donc primordial.

En cette période difficile, nous avons aussi de bonnes raisons d'espérer. De grandes avancées ont été réalisées au cours des sept dernières années. Nous avons construit des écoles, des centres de soins, des routes et des infrastructures de télécommunication. Nous faisons des progrès en matière de droits de l'homme et d'état de droit. En ce moment même, nous constatons une percée dans notre lutte contre les stupéfiants.

Comme nous l'avons dit en octobre dernier, les Taliban livrent une guerre de perception. Leur objectif est de persuader le peuple afghan que la communauté internationale est en situation d'échec, surtout en cette période de transition qui suit les élections qui se sont tenues aux États-Unis. Pour contrer cela, nous devons

avec la même vigilance montrer au peuple afghan nos succès. Nous savons qu'il existe deux Afghanistan : celui des reportages qui ne diffusent que les atrocités, et celui que connaissent les millions d'Afghans qui chaque jour bâtissent leur vie dans la paix. N'oublions pas ce deuxième Afghanistan. Nos efforts ne sont pas vains; nous progressons.

Aujourd'hui est aussi une journée d'espoir car deux des alliés les plus importants de l'Afghanistan connaissent un nouveau départ. Avec le nouveau Président du Pakistan, S. E. M. Asif Ali Zardari, nous assistons aux premières phases d'une collaboration et d'une coopération qui, nous l'espérons, déboucheront sur la paix et la sécurité. S'agissant des États-Unis, nous nous félicitons des élections historiques qui viennent de s'y tenir et attendons avec intérêt de travailler avec le Président nouvellement élu, M. Barack Obama. Nous apprécions le soutien constant que les États-Unis accordent à notre pays.

Aujourd'hui est une journée très importante. Nous nous sommes souvenus du noble objectif initial de nos activités en Afghanistan. Le succès en Afghanistan est aussi crucial aujourd'hui qu'il l'était il y a sept ans. Et, dans le contexte de la crise financière internationale, nous avons répertorié les composantes d'une stratégie intelligente et durable visant à mieux utiliser nos ressources.

Pour sa part, le Gouvernement afghan est résolu totalement et absolument, à créer un Afghanistan plus fort. À tous les engagements pris aujourd'hui pour atteindre les objectifs figurant dans le projet de résolution dont nous sommes saisis aujourd'hui, notre Gouvernement répondra en multipliant par deux ses propres efforts. Au cours des prochains mois, ayons ensemble le courage de nous engager avec détermination sur la voie d'un Afghanistan autosuffisant, pacifique, prospère et démocratique.

**M. Ripert** (France) : J'ai l'honneur de prononcer cette intervention au nom de l'Union européenne. La Croatie, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, l'Islande, la République de Moldova, le Monténégro et la Serbie, la Turquie et l'Ukraine se rallient à cette déclaration, dont le texte détaillé est distribué. Je me limiterai à quelques points.

La résolution annuelle de l'Assemblée générale sur la situation en Afghanistan est l'occasion pour la communauté internationale de manifester son engagement unanime en faveur de la consolidation d'un Afghanistan stable, prospère et démocratique.

Nous connaissons l'ampleur des défis à relever pour réaliser ces objectifs. Le temps n'est cependant pas au découragement, mais à l'action patiente et déterminée. Nous remercions l'Allemagne, auteur de ce projet de résolution (A/63/L.17), qui a su dégager un consensus reflétant cette détermination de la communauté internationale.

L'ONU joue un rôle de premier plan en Afghanistan, incarné par le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Kai Eide, qui bénéficie du plein soutien de l'Union européenne. La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) s'est vu confier un mandat renforcé, notamment dans la coordination de l'aide internationale. Il est essentiel que tous les acteurs internationaux appuient activement ce rôle. Il est aussi nécessaire de donner à la MANUA les moyens financiers et humains adéquats.

L'évolution de la situation au cours des derniers mois présente des résultats contrastés. On constate ainsi des progrès réels, en particulier la poursuite du renforcement de l'Armée nationale afghane, et dans les domaines économique et de la lutte contre le trafic de stupéfiants. Nous observons cependant aussi la persistance d'éléments préoccupants, qu'il s'agisse de la situation en matière de sécurité, des risques de crise humanitaire ou des droits de l'homme. Le problème de la bonne gouvernance reste un défi qui demandera des efforts accrus. Nous sommes aussi préoccupés par la question des victimes civiles. La grande majorité de ces victimes, ne l'oublions pas, est toutefois causée par la violence aveugle des groupes terroristes et extrémistes. L'Union européenne est toutefois consciente de la nécessité pour les forces internationales de poursuivre énergiquement les efforts accomplis pour éviter toute victime civile.

Les difficultés de la situation ne doivent cependant pas masquer les progrès réalisés depuis sept ans, tant sur le plan du développement économique et social que sur celui de la consolidation des institutions démocratiques. Le peuple afghan a exprimé de manière claire son choix pour la démocratie et la stabilité en 2004-2005. Nous sommes prêts à fournir un soutien résolu aux autorités dans la préparation des élections de 2009 et 2010.

Nous partageons le sentiment d'urgence exprimé par le Secrétaire Général dans son rapport (A/63/372). La communauté internationale et l'Afghanistan disposent d'une stratégie, définie à Londres en 2006 et

que vient prolonger aujourd'hui la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan, ainsi qu'une feuille de route, élaborée lors de la Conférence internationale de soutien à l'Afghanistan, qui s'est tenue à Paris en juin 2008. Cette feuille de route repose sur un partenariat renouvelé autour d'engagements mutuels visant à mieux prendre en compte les besoins concrets de la population.

Des mesures décisives doivent être prises rapidement pour mettre en œuvre ces engagements, par la communauté internationale mais aussi par les autorités afghanes. Celles-ci seront amenées à assumer une part croissante de responsabilité, et devront pour cela accroître leurs efforts pour améliorer la gouvernance et lutter contre la corruption.

L'Afghanistan et l'Organisation des Nations Unies peuvent compter sur l'engagement indéfectible de l'Union européenne, qui est le deuxième contributeur financier à la reconstruction de l'Afghanistan. Elle contribue en particulier au renforcement des capacités de la police afghane, notamment à travers la Mission de police de l'Union européenne en Afghanistan (EUPOL Afghanistan), dont les effectifs seront augmentés significativement. EUPOL, agit en respectant le rôle prépondérant des autorités afghanes et en coopération étroite avec les autres acteurs internationaux.

Sur le plan militaire, 25 des pays membres de l'Union européenne participent à la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), dont ils composent, réunis, la moitié des effectifs totaux. Ils ont renouvelé leur engagement lors du sommet de l'OTAN à Bucarest.

Je voudrais rendre hommage au courage et au dévouement des soldats qui s'engagent en notre nom, souvent au prix de leur vie. Et je voudrais adresser mes condoléances au Gouvernement espagnol et aux familles des deux soldats morts dans un attentat dimanche. Je voudrais aussi saluer le travail de tous les personnels humanitaires des Nations Unies comme des organisations non gouvernementales qui opèrent dans des conditions de plus en plus dangereuses et souvent, là encore, au risque de leur vie.

Une solution durable aux défis auxquels fait face l'Afghanistan doit être politique. Il faut pour cela développer une approche globale, fondée sur une meilleure intégration des volets civil et militaire. L'Union européenne encourage le développement d'un dialogue politique national le plus large possible et à

tous les échelons. Ce dialogue devra se conduire dans le respect de la Constitution et sous la direction des autorités afghanes.

La stabilité en Afghanistan est aussi liée intrinsèquement à celle de la région. Nous nous réjouissons, à cet égard, du renforcement de la coopération entre l'Afghanistan et ses voisins contre les menaces telles que le terrorisme et le trafic de drogue.

L'Union européenne a pris note avec intérêt de la tenue d'une jirga de paix entre responsables afghans et pakistanais. Elle marque son soutien à ce processus porteur d'espoir. L'Union européenne marque aussi son appréciation pour les actions engagées par les autorités pakistanaises pour préserver leur territoire de la présence d'éléments terroristes agissant en direction de l'Afghanistan, et encourage les deux pays à intensifier leur coopération.

Pour terminer, je souhaite réaffirmer l'engagement résolu de l'Union européenne en appui des efforts du peuple afghan lui-même afin que ce dernier retrouve au plus tôt le chemin de la paix, de la stabilité et du développement.

**M. Churkin** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : J'ai le grand honneur d'intervenir au nom des États membres de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, à savoir la République populaire de Chine, la République du Kazakhstan, la République kirghize, la Fédération de Russie, la République du Tadjikistan et la République d'Ouzbékistan.

Nos pays entretiennent des relations étroites et anciennes avec l'Afghanistan. L'une des importantes priorités des activités de l'Organisation de Shanghai pour la coopération est d'aider à l'édification de l'État afghan et à la mise en place d'institutions démocratiques durables dans ce pays. En tant que voisins proches de l'Afghanistan, nous ne pouvons qu'être préoccupés par les problèmes et les défis graves auxquels se heurte cet État aujourd'hui, car ils ont des conséquences négatives sur la situation dans la région. La détérioration continue de la situation militaire et politique en Afghanistan et l'accroissement du trafic de drogues, de la criminalité organisée transfrontière, et d'autres menaces exigent une action concertée de la communauté internationale.

Les États membres de notre organisation participent activement, aussi bien au niveau bilatéral que multilatéral, aux efforts pour assurer la sécurité et

la stabilité sur le territoire afghan et pour contribuer à la reconstruction sociale et économique. Nous continuerons d'utiliser le Groupe de contact pour l'Afghanistan de l'organisation ainsi que d'autres mécanismes pour mettre un terme aux menaces en provenance du territoire de ce pays.

Les conditions de sécurité restent très préoccupantes, étant donné l'intensification des activités terroristes des Taliban, des forces d'Al-Qaïda et d'autres extrémistes. L'ampleur des attaques terroristes à Kaboul et dans d'autres régions du pays et les attaques de plus en plus fréquentes contre le personnel humanitaire et les fonctionnaires de l'ONU témoignent de l'agressivité des forces radicales qui tentent de s'emparer du pouvoir et qui sont prêtes à sacrifier la vie de civils pacifiques pour atteindre leurs objectifs et contrôler le pays.

Dans ces conditions, nous pensons qu'il est essentiel de ne pas inverser la politique d'isolation des chefs extrémistes, en particulier ceux qui sont sur la liste du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999), tout en réservant à la masse des Taliban sans grade qui ne sont pas stigmatisés pour avoir commis des crimes de guerre la possibilité d'un retour à une vie pacifique. Ce n'est que dans cet esprit que le processus de réconciliation nationale pourra être efficace.

Nous accordons une attention particulière à la lutte contre le trafic de drogues qui est devenu l'une des sources principales de financement des activités terroristes. De plus en plus, les terroristes et les pourvoyeurs de drogues coordonnent étroitement leurs activités. Par ailleurs, les efforts internationaux pour lutter contre la production illicite et le trafic de drogues sur le territoire afghan restent malheureusement inefficaces. La production à grande échelle de drogues en Afghanistan représente une réelle menace pour la communauté internationale dans son ensemble.

Dans ces conditions, nous pensons qu'il importe d'intensifier les efforts de la lutte antidrogue aussi bien sur le territoire afghan proprement dit, ce qui signifierait l'élimination des cultures de plantes servant à fabriquer des drogues illicites, la poursuite en justice des pourvoyeurs de drogues, l'introduction de cultures de substitution et des efforts pour réduire le chômage, qu'autour du territoire afghan en mettant en place un système de cordons de sécurité financiers antidrogues coordonné par l'ONU et avec la participation des pays voisins. Ce n'est pas seulement en saisissant des

cargaisons de drogues que nous atteindrons nos objectifs, mais aussi en renforçant le contrôle des virements de fonds transnationaux qui découlent du produit du trafic de drogues illicites, du blanchiment d'argent et d'autres activités criminelles, dont le financement du terrorisme.

Les États de l'Organisation de Shanghai pour la coopération estiment qu'il importe que la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) déployée en Afghanistan sur décision du Conseil de sécurité accorde plus d'attention à la lutte contre la production et le trafic de drogue afghane, en coopération avec le Gouvernement afghan, ses voisins et les autres pays intéressés. Il importe que la résolution 1833 (2008) que le Conseil de sécurité a récemment adoptée concentre les efforts de la FIAS sur le renforcement de la coopération avec le Gouvernement afghan et d'autres parties prenantes concernées, y compris celles de la région. Étant donné le lien étroit entre les activités terroristes et la production de drogues, les efforts de la FIAS ne pourront être vraiment efficaces si on ne lutte pas contre la menace de la drogue.

Nous continuons de nous employer ensemble à établir une coopération étroite avec les autres pays concernés et les organismes régionaux et internationaux, en vue de créer un vaste réseau de partenaires engagés dans la lutte contre les menaces du terrorisme et de la drogue. Nous commençons à préparer concrètement la conférence spéciale sur l'Afghanistan qui sera convoquée par l'Organisation de Shanghai pour la coopération et chargée d'examiner les efforts communs pour la lutte contre le terrorisme, le trafic de drogues et la criminalité organisée. Nous espérons que cette initiative aura l'appui des Nations Unies et de tous les États qui aident activement l'Afghanistan.

Nous pensons, comme le Secrétaire général, que la population civile de l'Afghanistan doit être protégée non seulement des terroristes, mais aussi des conséquences non intentionnelles des opérations des forces de la coalition. Les incidents concernant des civils, qui sont récemment devenus de plus en plus fréquents, sapent la confiance des populations locales dans les efforts internationaux en Afghanistan. Il est essentiel que la FIAS prenne des mesures pour éviter le décès de civils pacifiques à la suite d'un usage systématique et excessif de la force, notamment des bombardements.



À cet égard, nous tenons à souligner de nouveau qu'il n'y a pas d'autre solution à la nécessité impérieuse énoncée dans la récente résolution du Conseil de sécurité, de respecter le droit international humanitaire pour empêcher les pertes civiles. Il s'agit d'un objectif de la plus haute importance dans le cadre de la stabilisation à long terme de l'Afghanistan, objectif également réaffirmé par les dirigeants afghans et la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan.

Les États membres de l'Organisation de Shanghai pour la coopération sont convaincus qu'un règlement effectif de la situation en Afghanistan et des problèmes graves auxquels se heurte à l'heure actuelle le Gouvernement du pays sera impossible sans une approche intégrée de la communauté internationale, sous la conduite de l'ONU. Cela sera également impossible sans l'octroi à Kaboul d'une plus grande indépendance pour résoudre les problèmes intérieurs. Il faut avant tout que les conditions soient réunies pour permettre au Gouvernement afghan d'assurer par ses propres moyens la sécurité sur son territoire. À cet égard, il importe particulièrement de constituer des forces armées nationales et des services de maintien de l'ordre réellement opérationnels et équipés d'armes modernes.

La situation en Afghanistan ne peut être résolue par des moyens purement militaires. Une paix et une stabilité durables en Afghanistan seront impossibles sans le redressement économique du pays. Les mesures prises dans le domaine de la sécurité doivent être renforcées par de réelles mesures visant la reconstruction socioéconomique de l'Afghanistan. À cet égard, nous avons l'intention de développer encore notre coopération diversifiée avec l'Afghanistan, notamment en mettant en œuvre des projets de redressement socioéconomique et de développement de la République islamique d'Afghanistan.

Il est essentiel de respecter les valeurs nationales et religieuses et les traditions et coutumes centenaires des peuples multiethniques et multireligieux de l'Afghanistan, et, dans cet esprit, rapprocher les forces belligérantes en Afghanistan.

Les États membres de l'Organisation de Shanghai pour la coopération appuient le projet de résolution (A/63/L.17) sur l'Afghanistan établi par un large groupe de coauteurs. Nous espérons que son adoption par consensus contribuera à accroître les efforts

concertés de la communauté internationale en Afghanistan.

**M. Martirosyan** (Arménie) (*parle en russe*) : J'ai le grand honneur d'intervenir au nom des États membres de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC), à savoir la République d'Arménie, la République du Bélarus, la République du Kazakhstan, la République kirghize, la Fédération de Russie, la République du Tadjikistan et la République d'Ouzbékistan.

Depuis le renversement des Taliban, l'Afghanistan, avec l'aide de la communauté internationale, a fait de grands progrès dans les domaines de l'édification de l'État et du renforcement des institutions démocratiques dans le pays. En revanche, il continue à être aux prises avec de graves menaces et de sérieux défis dans le domaine de la sécurité. La situation politique et militaire de la République islamique d'Afghanistan continue d'être une source de préoccupation majeure pour la communauté internationale, et en particulier pour les États membres de l'OTSC.

Les extrémistes dans les rangs des Taliban et d'Al-Qaida ont intensifié leurs efforts pour combattre les forces du gouvernement et de la communauté internationale dans le pays. Ils contrôlent périodiquement diverses régions du pays, où ils établissent des structures gouvernementales parallèles. Les activités des terroristes sont organisées, et les Taliban ont activement recours aux attentats-suicide et aux enlèvements pour terroriser les civils qui appuient le gouvernement légitime.

Il est clair que les efforts visant à intégrer les Taliban prétendument modérés dans les structures du gouvernement n'ont pas débouché sur des résultats concrets. De plus, ces extrémistes ont mis à profit cette occasion pour renforcer leurs positions au sein du gouvernement dans plusieurs provinces. La situation qui en découle suscite des doutes quant à la pertinence de l'idée qu'on pourrait parvenir à stabiliser la situation en se montrant amical envers les extrémistes. Nous pensons qu'il est essentiel d'isoler les extrémistes, notamment ceux qui figurent sur les listes de sanctions du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999).

Malgré une certaine diminution de la culture du pavot enregistrée cette année et la baisse du volume d'opiacés produit, la situation pour ce qui est de la production et du trafic de stupéfiants dans le territoire

afghan demeure très grave. La coopération entre les producteurs de drogue et les groupes terroristes s'est intensifiée, notamment dans la partie sud-ouest du pays. Nous pensons que seule la reconstruction socioéconomique totale de la République islamique d'Afghanistan et une action coordonnée de la communauté internationale en vue de combattre le trafic des stupéfiants permettront de mettre fin à la production de drogue, qui constitue la principale source de financement des terroristes.

Nous sommes en faveur d'une coopération internationale globale pour atteindre les objectifs de la déclaration finale de la Conférence ministérielle de Moscou sur les routes de la drogue au départ de l'Afghanistan. Cela nécessiterait la création de cordons de sécurité antidrogue et financière. Bien sûr, nous devons aussi veiller à la pleine application de la résolution 1735 (2006) du Conseil de sécurité, notamment s'agissant des personnes qui utilisent pour soutenir des groupes terroristes des ressources provenant du trafic de drogues et de précurseurs. Il ne sera possible de contrer la production et la distribution à grande échelle d'héroïne produite en Afghanistan que par la mise en place d'un système international capable de contrôler efficacement le trafic de précurseurs.

*M. Swe (Myanmar), Vice-Président, assume la présidence.*

Les États membres de l'OTSC réaffirment la nécessité d'appliquer intégralement la résolution 1817 (2008) du Conseil de sécurité, et sont prêts à travailler dans cette optique. L'OTSC a une grande expérience dans la lutte contre le trafic des stupéfiants et des précurseurs en Afghanistan. L'Opération Channel, qui est devenue un dispositif permanent en septembre de cette année, est l'un des exemples les plus réussis et performants de la coopération de l'OTSC dans la lutte contre le commerce interrégional et international de la drogue. La participation à l'Opération Channel a augmenté d'année en année. Cette année, outre les États membres de l'OTSC, plusieurs États observateurs ont été associés à l'Opération, dont l'Azerbaïdjan, la Chine, l'Estonie, les États-Unis, la Lettonie, la Lituanie, la Mongolie, la Pologne, le Turkménistan et l'Ukraine. Pour la première fois, des représentants des services chargés de l'application des lois de Roumanie et de Syrie y ont également participé, ainsi que des représentants de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et du Groupe Eurasie de lutte contre le

blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Dans le cadre de l'Opération, des mécanismes efficaces ont été mis en place ces dernières années afin de combattre le trafic de stupéfiants le long de la route du nord qui va de l'Afghanistan à l'Europe. Grâce à l'Opération 2008, les services de sécurité des États membres de l'OTSC ont saisi 11,5 tonnes de stupéfiants dont une tonne d'héroïne, 4,5 tonnes de haschich, plus de 11 kilos de cocaïne et 40 kilos de drogues synthétiques.

Les efforts déployés pour renforcer les zones tampon antidrogue devraient être complétés par d'autres axés sur la création de cordons de sécurité financière autour de l'Afghanistan. Il s'agit de renforcer le contrôle des flux transnationaux de trésorerie générés par le commerce illicite de drogue, le blanchiment d'argent et d'autres activités criminelles transnationales visant, entre autres, le financement du terrorisme.

Stabiliser la situation militaire et sécuritaire en Afghanistan relève de l'impossible sans une coordination des efforts de la communauté internationale sous les auspices de l'ONU. Les membres de l'OTSC sont disposés à fournir un appui aux efforts d'édification de la nation afghane. En particulier, nous sommes prêts à fournir un appui en matière de coopération régionale dans des domaines tels que la sécurité, la reconstruction économique et la lutte contre le trafic de drogue.

Nous pensons aussi qu'il est possible d'exploiter le potentiel des partenaires régionaux de l'Afghanistan afin de réaliser des projets de reconstruction des infrastructures énergétiques et de transport du pays.

Une coopération d'ensemble entre l'Afghanistan et les pays de la région pourrait être un élément important dans la recherche d'une solution globale au conflit. Nous considérons que les efforts déployés par la communauté internationale pour stabiliser la situation en Afghanistan et combattre le terrorisme et les menaces extrémistes émanant du pays ne porteront leurs fruits que si l'on parvient à créer les conditions qui donneront au Gouvernement afghan la capacité indépendante d'assurer la sécurité sur son territoire. La mise en place de forces armées nationales et de services nationaux chargés de l'application des lois, viables sur le plan opérationnel et dotés d'un équipement moderne est à cet égard particulièrement importante.

Les mesures ayant pour but d'améliorer la sécurité dans la région doivent être soutenues par des efforts de la communauté internationale pour ouvrir des possibilités économiques et créer des emplois pour les Afghans, notamment les jeunes. On peut parvenir à stabiliser la situation en Afghanistan avant tout en renforçant les structures du gouvernement, en reconstruisant l'économie, en résolvant les graves problèmes sociaux et en améliorant la vie de la population afghane. Les membres de l'OTSC continueront à œuvrer en ce sens.

**M. Ettalhi** (Jamahiriya arabe libyenne) (*parle en arabe*): Au moment où nous commémorons le septième anniversaire de la chute du régime rétrograde des Taliban en Afghanistan – événement qui a suscité chez la population afghane l'espoir d'être à l'aube d'une ère nouvelle qui mettrait fin à des années d'isolement et de guerre et apporterait sécurité et prospérité au pays –, la situation dans le pays ne permet malheureusement pas de conclure que les rêves du peuple afghan aient été généralement réalisés, selon le rapport publié sous la cote A/63/372. Cela est dû à de nombreux facteurs, dont l'activité croissante déployée par les Taliban et d'autres groupes armés opposés au Gouvernement afghan, la faiblesse des institutions de l'État et l'incapacité du gouvernement de satisfaire les besoins socioéconomiques de base de la population dans un État dont l'économie repose essentiellement sur la production et la vente de drogues.

Le rapport souligne aussi que la situation s'est considérablement détériorée depuis la chute des Taliban en 2001. Le nombre des victimes civiles provoquées par les interventions militaires est passé à 1 445 morts pendant les huit premiers mois de 2008, soit une augmentation de 39 % par rapport à la même période en 2007. Nous sommes particulièrement préoccupés par le fait que 40 % de ces pertes sont imputables aux raids menés par les forces internationales et par les forces qui appuient le Gouvernement afghan. Cet état de fait existe en dépit de toutes les critiques formulées, tous les appels lancés et toutes les déclarations faites sur les plans national et international exhortant à prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les civils et rétablir la confiance entre les citoyens afghans d'une part, et le Gouvernement afghan et la communauté internationale d'autre part. Les membres de l'Assemblée ont également entendu la déclaration prononcée à ce sujet par le Président de l'Afghanistan.

Cette situation me pousse à conclure qu'une solution au problème nécessite une approche globale qui ne dépendrait pas de raids aériens ni de la force pour imposer la stabilité, mais qui nécessiterait plutôt, et avant tout, une réconciliation globale nationale de l'ensemble du peuple afghan, comme l'ont demandé à plusieurs reprises le Président Hamid Karzai, et la Loya Jirga avant lui. La réconciliation devrait aller de pair avec des efforts de développement afin d'instaurer les conditions socioéconomiques susceptibles d'assurer une vie digne à tout le peuple afghan sans qu'il ait besoin de recourir à des activités illicites pour survivre, telles que le trafic de drogue. Cela permettrait de contribuer à la lutte contre la corruption et le militantisme, de rétablir la confiance parmi le peuple et de répondre à ses besoins fondamentaux. Ce n'est pas en fermant les yeux sur une situation qu'on peut la changer. La sécurité, la stabilité et la prospérité en Afghanistan ne seront réalisées que grâce à une réconciliation nationale globale incluant tous les groupes et factions de la population afghane. Si la paix pouvait être instaurée par des armes et des opérations militaires, elle régnerait depuis longtemps en Afghanistan.

Ma délégation tient à exprimer sa préoccupation devant la crise dans laquelle se trouve le peuple afghan par suite de la sécheresse et de la hausse des prix des denrées alimentaires. Nous estimons que l'aggravation de la crise alimentaire mondiale va exacerber la crise alimentaire en Afghanistan, comme c'est le cas dans d'autres pays en développement. Nous nous associons au Secrétaire général pour demander à la communauté internationale de répondre positivement à l'appel lancé par le Vice-Président de la République d'Afghanistan et par les Nations Unies pour réunir un montant de 404 millions de dollars afin de faire face à cette crise. Nous espérons que la mise en œuvre de la stratégie nationale pour le développement afghan sera intensifiée et que les engagements financiers annoncés à la Conférence de Paris au mois de juin dernier seront honorés.

Le rapport du Secrétaire général (A/62/722) publié en mars dernier signalait des cas de torture et de mauvais traitements de détenus, notamment des allégations de détention prolongée et arbitraire dans les lieux de détention gérés par les forces internationales. Ce rapport indiquait également que la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) n'était pas en mesure d'évaluer ces allégations. Son rapport le plus récent (A/63/372) ne

fait aucune mention des progrès réalisés sur ce point; il signale que la situation reste la même et que les prisonniers en Afghanistan sont très mal traités. Ma délégation tient à exprimer sa profonde préoccupation quant à la situation des prisonniers en Afghanistan. Nous demandons que soient respectés les droits de l'homme, le droit international et le droit international humanitaire.

Malgré les situations que je viens de décrire, il ne fait pas de doute qu'il y a eu des progrès dans de nombreux domaines, comme celui du déminage, de la lutte contre le trafic de drogue, et l'infrastructure de base. Cependant, malgré tous les efforts et les engagements internationaux, il y a encore des faiblesses qu'il faut examiner afin d'en identifier les raisons et les sources.

Pour finir, nous aimerions insister sur la nécessité de fournir à la MANUA les ressources et les compétences nécessaires pour qu'elle puisse s'acquitter du mandat élargi qui lui a été confié par la résolution 1806 (2008) du Conseil. À cet égard, nous espérons que les pays donateurs honoreront les promesses qu'ils ont faites lors de la Conférence de Paris. La MANUA doit disposer des ressources nécessaires pour s'acquitter de ses responsabilités et de son mandat, tout particulièrement pour appuyer et protéger de façon crédible le processus électoral. À cet égard, nous aimerions indiquer que le succès de ces élections dépendra à la fois des préparatifs et de la participation de tous les groupes et toutes les factions en Afghanistan.

**M. Haroon** (Pakistan) (*parle en anglais*): La journée d'aujourd'hui est mémorable, puisque le monde entier s'est réuni pour débattre d'une question qui a été longtemps ignorée et qui n'a pas reçu de sa part l'attention qu'elle méritait. Je parle de la guerre qui se poursuit en Afghanistan et de celle, déguisée, qui dure depuis 30 ou 35 ans, et de la souffrance indicible d'une nation qui a essentiellement fait l'objet d'articles dans la presse internationale. Je voudrais expliquer pourquoi la situation en Afghanistan me tient tant à cœur.

Le Pakistan a des liens de longue date avec cette partie du monde. Ce n'est pas une relation qui est née avec la création du Pakistan. Il s'agit d'une relation avec tout le sous-continent indien, étendant ses ramifications à travers l'hindouisme et le bouddhisme depuis la Volga jusqu'au détroit de Ceylan. L'Islam n'est venu que bien après. C'est dans cette vaste

région, et plus particulièrement en Asie centrale, que le peuple du sous-continent indien a noué des liens culturels avec différents peuples sur plusieurs millénaires. À ce titre, ce n'est pas seulement le Pakistan, mais l'ensemble du sous-continent indien qui a non seulement une très forte relation, mais aussi une grande empathie avec le peuple afghan.

Ce qu'on sait peu, c'est que, si l'on tentait de faire le compte des dépenses que le Pakistan a encourues pour venir en aide à ses frères afghans, on serait surpris de constater que, avec plus de 3 millions de réfugiés afghans engageant des frais alimentaires pour plus de 33 ans au Pakistan à raison d'environ un dollar par jour et par personne, la somme atteint, pour l'instant, 35 milliards de dollars. L'alimentation représentant 50 % des dépenses quotidiennes de la population, si on y ajoute 50 % à consacrer à l'éducation, à la santé et à de nombreuses autres activités, le montant total dépasse 72 milliards de dollars dépensés au cours de cette période. Si l'on tient compte des dépenses d'investissement dans le domaine du logement et dans de nombreux domaines connexes, on peut pratiquement multiplier ce chiffre par deux. Plus de 150 milliards de dollars ont été dépensés durant de nombreuses années mais à un prix énorme pour un pays comme le Pakistan. Les participants seraient peut-être amusés d'apprendre que le Pakistan a un produit intérieur brut d'environ 150 milliards de dollars par an, somme qui équivaut à ce que nous avons dépensé ou partagé avec l'Afghanistan au cours de ces nombreuses années.

C'est pourquoi nous partageons une destinée commune. La paix et la stabilité dans l'un des deux pays est la condition *sine qua non* de la paix et de la stabilité dans l'autre. Nous sommes profondément attachés à un environnement pacifique et stable dans la région parce que la prospérité et le développement de nos deux peuples en dépendent. C'est dans cette perspective que nous participons à ce débat et je dois dire à l'Assemblée que, ma mère étant afghane, cette situation me touche de très près.

La réalisation de la paix, de la stabilité et du développement durables en Afghanistan est un objectif commun de la communauté internationale. Le succès des efforts internationaux en Afghanistan est essentiel pour la paix et la sécurité régionales et internationales. Un Afghanistan pacifique et prospère est, d'abord et avant tout, dans l'intérêt, non seulement du Pakistan mais du monde entier. Je voudrais dire à l'Assemblée que, en dehors de nos frères afghans, aucun pays ni

aucun peuple n'a plus souffert que le Pakistan des conséquences directes des décennies de conflit et d'instabilité qu'a connues l'Afghanistan.

Le Pakistan a accueilli le plus grand nombre de réfugiés au monde depuis les années 80. Nous avons subi l'instabilité politique et les conséquences sociales, économiques et environnementales de la longue guerre en Afghanistan ainsi que la présence d'un grand nombre de réfugiés au Pakistan, qui se manifeste aujourd'hui par la présence d'éléments d'Al-Qaida et des Taliban qui traversent la frontière pour entrer au Pakistan et encourager leurs acolytes à faire de même de notre côté de la frontière.

La contribution et les sacrifices du Pakistan dans la lutte contre le terrorisme sont sans pareil. L'Assemblée doit savoir, dès à présent, que plus de 10 000 soldats ont été envoyés par le Pakistan dans le cadre des efforts de maintien de la paix des Nations Unies et que nous sommes les plus importants fournisseurs de troupes dans ce domaine. Cependant, l'Assemblée sera étonnée d'apprendre que nous avons aussi 110 000 soldats sur la frontière afghane qui tentent d'empêcher cette vaste guerre de s'étendre à d'autres parties du Pakistan et à nos voisins de la mer d'Oman et à notre voisin, l'Inde. Cette contribution est entièrement financée par nos propres arrangements financiers et sur nos propres ressources et nous a coûté cher car elle nous a menés au bord du gouffre du fait des graves difficultés financières dans lesquelles nous nous trouvons aujourd'hui.

Les conséquences les plus rudes ont été subies par le Pakistan. Compte tenu de notre rôle dans la lutte antiterroriste, la sécurité s'est beaucoup détériorée de notre côté. Des milliers de civils innocents ont été victimes du terrorisme au Pakistan et, sensible aux sentiments de notre peuple, le nouveau Gouvernement démocratique s'efforce de parvenir à un consensus national en vue d'affronter et de vaincre les terroristes.

Notre appui aux efforts internationaux en Afghanistan exige une coopération réciproque fondée sur la bonne volonté, le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chacun et un engagement réciproque de ne pas permettre à nos territoires d'être utilisés l'un contre l'autre. Comme le Président Zardari l'a dit, nous ne pouvons pas permettre que notre territoire et notre souveraineté soient violés par ces individus.

La coopération en matière de sécurité n'est qu'un aspect de notre relation multidimensionnelle avec

l'Afghanistan, qui se renforce actuellement, encouragée par plusieurs mesures que j'aimerais évoquer. Premièrement, il a été récemment décidé de renforcer les relations bilatérales avec l'Afghanistan et de mener régulièrement un dialogue stratégique au niveau des ministres des affaires étrangères.

Deuxièmement, le Pakistan a organisé une réunion en octobre – une Jirgagai ou mini-Jirga – au cours de laquelle a été adoptée à l'unanimité la Déclaration d'Islamabad fixant un certain nombre de décisions importantes qui contribueront à accroître la coopération entre les peuples des deux pays.

Troisièmement, la réunion trilatérale à laquelle ont participé le Président Karzaï, le Premier Ministre Gilani et le Premier Ministre Erdogan, le 30 octobre à Istanbul, a permis de souligner l'engagement en faveur de la poursuite du processus. Nous apprécions fortement la contribution positive, sincère et constructive de la Turquie qui est un modèle en matière d'efforts visant à promouvoir la coopération régionale.

Quatrièmement, la Commission économique pakistano-afghane devrait se réunir à Kaboul en novembre. Les préparatifs sont en cours pour la troisième Conférence sur la coopération économique régionale concernant l'Afghanistan qui devrait se tenir à Islamabad en janvier 2009.

Malgré ses propres problèmes, le Pakistan continue de participer aux efforts de reconstruction en Afghanistan. Sur notre engagement total de 320 millions de dollars, 130 millions de dollars ont déjà été utilisés pour différents projets socioéconomiques et de nombreux projets d'infrastructure en Afghanistan. Malgré les pénuries de blé qui frappent le Pakistan, nous fournissons à un prix préférentiel 50 000 tonnes de cette céréale à nos amis et voisins d'Afghanistan. Dans le même temps, nous continuons d'accueillir plus de 2 millions de réfugiés dans notre propre pays, ce qui représente en permanence un coût énorme pour nous.

Le récent rapport du Secrétaire général (A/63/372) donne une image mitigée de la situation en Afghanistan en faisant apparaître une détérioration globale de cette situation. Les défis sont immenses mais pas insurmontables. Ils requièrent une réponse d'ensemble intégrée. Il ne peut y avoir de miracles. Il est évident que l'Afghanistan ne peut relever seul ces défis. Il a besoin d'un engagement soutenu de la communauté internationale. L'Afghanistan a fait d'énormes progrès ces dernières années. Il est

désormais primordial de consolider cette position et ces bases.

Pour être efficace et fructueuse, une telle stratégie doit être consolidée et poursuivie sous le contrôle plein et entier de l'Afghanistan. Le renforcement des capacités dans tous les domaines et à tous les niveaux doit en constituer un élément essentiel. Le rapport du Secrétaire général met en lumière de sérieuses lacunes et de graves insuffisances à cet égard; il convient donc d'y remédier.

Le manque de sécurité demeure un problème majeur et une cause de préoccupation grave. La sécurité doit être traitée sous tous ses aspects, y compris les menaces que représentent les insurrections des Taliban et d'Al-Qaida, la persistance des chefs de guerre, les rivalités entre factions, les groupes armés criminels et d'autres groupes armés illégaux ainsi que le lien de plus en plus étroit avec le trafic de drogue. Il est évident que ces problèmes trouvent avant tout leur origine en Afghanistan et qu'ils doivent être traités en conséquence. En outre, la sécurité ne peut être dissociée des questions plus larges de réconciliation, d'amélioration de la gouvernance, de développement et de reconstruction. Ces difficultés multiples appellent un effort collectif fondé sur la coopération et la responsabilité partagée de tous.

Le contrôle de la frontière internationale entre l'Afghanistan et le Pakistan est aussi une responsabilité conjointe. Le Pakistan a proposé plusieurs mesures, notamment le renforcement des capacités, l'échange de renseignements et la coordination des mesures militaires qui peuvent être prises des deux côtés pour promouvoir des efforts de coopération fondés sur le partage de responsabilité, en évitant de prendre des mesures unilatérales afin de relever plus efficacement le défi de la sécurité. Nous sommes résolus à assumer notre part de responsabilité. Nous avons à cœur de continuer à travailler à cet objectif avec l'Afghanistan et les forces internationales. La Commission tripartite continue de jouer un rôle important, et elle devrait être pleinement utilisée à cet égard.

La communauté internationale devrait également réagir d'urgence à l'aggravation de la situation humanitaire en Afghanistan, particulièrement accélérée par la hausse des prix des denrées alimentaires. Dans la bataille pour les cœurs et les esprits, il est aussi essentiel de mettre les populations à l'abri du besoin qu'à l'abri de la peur, et le bilan croissant et injustifié

des victimes civiles en Afghanistan ne va malheureusement pas dans ce sens.

Nous devons construire la paix en Afghanistan région par région, en nous appuyant sur des incitations et sur les dividendes de la paix.

Une véritable réconciliation nationale est également cruciale pour que les efforts afghans et internationaux parviennent à ramener la paix et la stabilité dans le pays. Gagner l'appui de la majorité pacifique est essentiel pour isoler et briser l'insurrection. Nous soutenons les efforts de réconciliation entrepris par les Afghans et par d'autres dans le cadre d'une approche globale.

L'ONU a un rôle central à jouer dans les efforts internationaux en Afghanistan. La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan a un mandat bien défini. Nous soutenons les efforts du Représentant spécial, Kai Eide, pour mettre en œuvre ce mandat, et en particulier améliorer la coordination d'ensemble afin d'assurer un appui plus solide axé sur la fourniture de services.

Nous pensons comme le Secrétaire général que le succès dépendra, à terme, de la pleine mise en œuvre des engagements pris par la communauté internationale concernant l'Afghanistan. Son appel à accomplir une percée politique est particulièrement opportun. Il souligne la nécessité de regarder au-delà de l'option militaire qui, bien que nécessaire, n'est pas la seule solution. À nos yeux, elle devrait être complétée par une percée sur le plan du développement économique et de la reconstruction. Un énorme effort de développement est requis pour renverser la situation en Afghanistan.

Nous sommes reconnaissants à la délégation allemande d'avoir à nouveau coordonné nos travaux sur le projet de résolution de cette année (A/63/L.17), qui offre un aperçu complet de la situation en Afghanistan. Le Pakistan a le plaisir d'être l'un des auteurs du texte, qui, nous l'espérons, sera adopté par consensus.

Ce n'est que par la coopération et le soutien mutuels que nous pourrions instaurer la paix, la stabilité et la prospérité en Afghanistan et dans la région. L'intérêt du Pakistan pour cet objectif et son engagement dans ce sens sont clairs et résolus. Avec l'Afghanistan lui-même, le Pakistan sera le premier bénéficiaire de la paix en Afghanistan. La paix nous permettra de rétablir le calme dans nos régions

frontalières. Elle permettra le rapatriement durable dans la dignité des millions d'Afghans encore réfugiés. D'un point de vue stratégique, le retour à la stabilité permettra à nos deux pays de devenir la plaque tournante des transports et des échanges commerciaux et énergétiques avec notre voisin, l'Inde, ce qui peut donner un élan majeur à nos objectifs de paix et de développement économique. Nous sommes déterminés à n'épargner aucun effort pour atteindre ces objectifs de paix et de prospérité pour notre peuple et notre région, et en particulier pour le peuple afghan.

**M. Al-Mutairi** (Koweït) (*parle en arabe*) : La délégation de mon pays souhaite exprimer sa gratitude au Secrétaire général pour les efforts sincères qu'il déploie pour assurer la réussite des initiatives menées en Afghanistan et pour y instaurer la paix et la stabilité. Nous tenons également à saluer les efforts de son Représentant spécial pour l'Afghanistan, ainsi que ceux du personnel des Nations Unies, qui continue de s'acquitter de ses fonctions dans des circonstances difficiles et de plus en plus dangereuses, et dont le courage et le dévouement ont été essentiels à la réalisation de progrès sur le terrain en Afghanistan.

Nous souhaitons aussi remercier le représentant de l'Allemagne d'avoir présenté le projet de résolution A/63/L.17 sur la situation en Afghanistan. Le projet, dont ma délégation est l'un des auteurs, souligne le rôle central et impartial que joue l'ONU dans le renforcement de la paix et de la stabilité en Afghanistan en dirigeant les efforts de la communauté internationale dans ce pays.

L'Afghanistan a eu à subir plusieurs guerres, qui ont détruit les infrastructures de base par lesquelles la population a accès à l'eau, à l'électricité, aux transports et aux services de communication. Ces guerres ont aussi gravement touché les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'agriculture, sans parler des énormes pertes en vies humaines parmi les civils afghans, les ressortissants étrangers et les travailleurs humanitaires.

Étant donné que 2008 a été la pire année depuis le début des opérations militaires, l'aggravation de la situation humanitaire en Afghanistan a pris un tour inquiétant. Presque toutes les parties du pays sont le théâtre d'actes de violence. Les forces internationales se trouvent devant un véritable dilemme, compte tenu du fait que les objectifs de la campagne militaire étaient d'éliminer les mouvements des Taliban et d'Al-Qaida, d'aider l'Afghanistan à achever le processus de

transformation politique et de fournir un soutien au Gouvernement et au peuple afghans dans leurs efforts pour reconstruire leur pays et renforcer les fondations de la démocratie constitutionnelle. Sept ans après le début de la campagne, les réalisations accomplies sont bien en deçà de ce que nous avions espéré.

Certes, nous ne nions pas l'existence de certains progrès, en particulier concernant les opérations de déminage, la mise en place de l'armée et des forces de police nationales, la réforme du système judiciaire, l'élargissement de l'état de droit et la lutte contre les stupéfiants. Cependant, le rythme de ces progrès reste lent à la lumière des évolutions récentes en Afghanistan.

Ayant pris connaissance du rapport du Secrétaire général (A/63/372) concernant la situation en Afghanistan, l'État du Koweït exprime son inquiétude face à la détérioration de la situation dans le pays. Les difficultés y dépassent de loin ce que le Gouvernement afghan peut entreprendre seul pour y répondre, compte tenu en particulier de la série de crises qui lui ont fait perdre le contrôle d'une part substantielle de son territoire national, ce qui a permis aux groupes d'insurgés de revenir dans ces zones, si bien qu'une augmentation de l'influence de ces groupes est signalée dans le sud et l'est du pays.

L'Afghanistan souffre des effets de conditions difficiles de longue date. La situation en matière de sécurité continue de se détériorer, en particulier du fait de l'augmentation des meurtres et enlèvements de civils innocents, qui sont devenus des cibles faciles pour les groupes terroristes. Il y a peu de temps, en septembre, un attentat-suicide a tué deux médecins et leur chauffeur alors qu'ils participaient à une campagne de vaccination d'enfants contre la poliomyélite. En outre, la semaine dernière, 20 soldats afghans et étrangers ont été tués dans un attentat-suicide perpétré par le mouvement Taliban dans la province de Wardek, au sud de la capitale afghane. Dans ce contexte, l'État du Koweït condamne l'escalade de la violence et des attentats-suicides, qui ont entraîné une augmentation du nombre de victimes parmi les civils, la Police nationale afghane, les organisations d'aide afghanes et internationales et les autres acteurs travaillant dans le domaine de l'aide humanitaire.

Les besoins humanitaires ont pris une nouvelle acuité au cours de l'année dernière en Afghanistan, notamment compte tenu du manque de nourriture dû à

la sécheresse et à l'augmentation mondiale du prix des denrées alimentaires. L'État du Koweït appelle tous les États Membres, l'ONU et les organisations non gouvernementales à fournir de toute urgence à l'Afghanistan toute l'aide qu'ils peuvent. Nous appelons également les États à adhérer aux décisions de la Conférence de Paris, tenue en juin 2008, au cours de laquelle les pays donateurs se sont concentrés sur une stratégie nationale de développement de l'Afghanistan.

À cet égard, nous tenons à mentionner les contributions apportées par le Koweït à la mise en place de l'infrastructure en Afghanistan. Le Fonds koweïtien pour le développement économique a débloqué un prêt de 30 millions de dollars à cette fin, comme il l'avait annoncé à la Conférence des donateurs de Tokyo. Sur ce montant, 15 millions de dollars ont été alloués à la réfection de la route reliant Kandahar à Speen Bwaldak et les autres 15 millions au Fonds d'affectation spéciale pour la reconstruction de l'Afghanistan. La Société koweïtienne du Croissant-Rouge a également octroyé plus de 6,5 millions de dollars d'aide au cours des cinq dernières années et d'autres organisations et associations caritatives nationales ont également fourni une aide.

Enfin, nous espérons que l'ONU poursuivra ses efforts pour fournir une assistance au Gouvernement afghan afin de consolider la paix et la stabilité dans le pays.

**M. Yerrannaidu** (Inde) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord dire combien l'Inde se félicite de l'organisation du présent débat sur un sujet qui revêt une grande importance pour nous, notre région et le monde entier. Je salue les efforts faits par la délégation allemande pour coordonner les négociations intergouvernementales qui ont conduit à la présentation de ce projet de résolution annuel de l'Assemblée générale sur la situation en Afghanistan. Nous sommes heureux de continuer à compter parmi les auteurs du projet de résolution, traditionnellement adopté par consensus.

Ce projet est axé autour de quelques thèmes centraux. Ainsi, dans son dispositif, le texte aborde tout d'abord les questions relatives à la sécurité pour passer ensuite à la gouvernance, aux droits de l'homme, à l'état de droit, au développement socioéconomique, à la lutte contre les stupéfiants et enfin aux questions de coordination. Il correspond par conséquent à notre vision de la nature des défis que la communauté

internationale doit relever en Afghanistan. Cette vision est confirmée dans le dernier rapport en date du Secrétaire général (A/63/372) sur l'ampleur des défis et des difficultés auxquels se heurtent nos efforts pour aider l'Afghanistan.

Ainsi, comme le projet de résolution et le rapport du Secrétaire général dont nous sommes saisis le soulignent, la multiplication des attaques asymétriques dans les zones débarrassées des Taliban et d'Al-Qaïda est profondément inquiétante. Les civils, les travailleurs humanitaires, le personnel international et le personnel diplomatique, y compris notre mission à Kaboul, ont tous été victimes d'attaques. Bien que nous ayons raison de condamner les auteurs d'actes aussi sauvages, la responsabilité ultime de ces actes revient à ceux qui appuient, financent et laissent faire les Taliban, Al-Qaïda et les autres groupes terroristes ou criminels. Ces actes de violence sont impitoyables et brutaux mais ils ont un objectif, puisqu'ils visent délibérément à affaiblir la détermination de la population afghane et de la communauté internationale. En fait, la multiplication de ces actes de violence aveugle prenant pour cible les civils ne fait qu'illustrer le désespoir des groupes terroristes qui cherchent ainsi à transformer une défaite stratégique en un avantage tactique.

C'est pour cette raison que nous devons faire attention aux signaux que nous envoyons par nos actes et nos messages. Nous devons non seulement éviter d'aider par mégarde les terroristes et ceux qui les soutiennent, mais nous devons aussi veiller à ce que notre préoccupation légitime face à la complexité du problème ne soit pas interprétée de manière erronée comme un affaiblissement de notre volonté collective de gagner cette guerre. Il importe également que nous fassions en sorte de ne pas placer les terroristes sur le même pied que le Gouvernement afghan légitime ou la communauté internationale qui lui prête main forte. Mais surtout, il est fondamental que nous veillions à ce que notre message soit clair et sans équivoque, élément que nous avons parfois négligé dans le projet de résolution annuel de l'Assemblée générale sur l'Afghanistan. C'est pourquoi nous nous félicitons de l'effort qui a été fait cette année pour que le texte soit axé davantage sur quelques messages clefs.

Pour l'Inde, l'idée directrice qui sous-tend ce projet de résolution est très claire : notre appui et notre engagement envers le défi central en Afghanistan demeurent intacts. Nous ne nous laisserons pas détourner de notre tâche d'aider la population afghane



à rétablir la paix, l'ordre, la stabilité, la gouvernance et le développement dans sa nation, en se fondant sur la culture traditionnellement modérée et ouverte de l'Afghanistan. Nous ne sommes peut-être pas tous du même avis quant aux priorités et aux stratégies choisies pour atteindre cet objectif, mais l'on ne saurait se méprendre sur la détermination collective de la communauté internationale d'atteindre son objectif suprême.

À partir de là, la route à suivre devient donc très claire. L'Inde estime qu'il n'y a pas d'autre choix que de s'employer à mettre simultanément en œuvre les trois volets de la stratégie pour l'Afghanistan. L'un des éléments de cette stratégie doit être la sécurité, car sans sécurité, ni la population afghane, ni nos propres ressortissants ne peuvent espérer toucher les dividendes de la paix après des décennies de conflit en Afghanistan. Même si nous acceptons l'argument, qui semble de plus en plus souvent avancé ces temps-ci, selon lequel des moyens militaires ne peuvent suffire à sécuriser l'Afghanistan, nous estimons que l'inverse est également vrai et que sans un solide effort militaire, aucun autre moyen ne permettra non plus de rétablir la sécurité en Afghanistan. C'est pourquoi l'Inde juge nécessaire que l'application constante de la force partout où des groupes terroristes sont présents aille davantage de pair avec la réalisation des objectifs politiques de notre action en Afghanistan.

Le deuxième élément doit être d'améliorer les capacités de gouvernance de l'Afghanistan afin de veiller à ce que nos partenaires afghans disposent des moyens et des ressources pour déterminer leur avenir, le moment venu. Les efforts en matière de développement comptent pour beaucoup dans cet effort, car toute stratégie à long terme pour la stabilisation de l'Afghanistan doit reposer sur la création d'un élan véritable sur le terrain, en faisant fond sur les possibilités ouvertes par les mesures militaires. Sur ce point également, nous devons tous veiller à ce qu'il y ait une meilleure coordination des efforts collectifs que nous déployons pour appuyer le Gouvernement afghan. Pour commencer, nous devons nous employer davantage à relever le défi humanitaire posé par la sécheresse, les difficultés climatiques et le manque de nourriture.

Le troisième élément consiste à faire en sorte que l'Afghanistan soit en paix avec le reste de sa région et vice versa. Sans cela, nous ne pouvons pas espérer stabiliser l'Afghanistan uniquement de l'intérieur. Cela passe, mais pas exclusivement, par la coopération

économique régionale. Le fait que l'Afghanistan soit devenu membre de l'Association sud-asiatique de coopération régionale et d'autres groupes régionaux vise à faire renaître ses liens historiques avec les pays de la région. Le défi central reste de veiller à ce que les programmes élaborés au sein de ces mécanismes régionaux soient mis en œuvre. Pour cela, il faut notamment surmonter les obstacles auxquels se heurtent le commerce et le transit par route et le fonctionnement des mécanismes chargés de lutter contre le trafic des drogues, le terrorisme transfrontalier et autres. Cela est particulièrement vrai pour les régions du sud et de l'est du pays, où la production de stupéfiants reste un problème endémique. Tant que des mesures de sécurité rigoureuses ne seront pas suivies d'une stratégie plus large de substitution des récoltes et d'accès garanti aux marchés pour les exploitants agricoles, il ne faudra pas s'attendre à ce que la lutte contre la production des stupéfiants dans la région obtienne des succès à long terme.

En ce qui concerne la dimension régionale, je voudrais réaffirmer que l'Inde est disposée à aider l'Afghanistan en cette phase complexe de sa transition. Nous le faisons non seulement en raison des liens historiques et culturels anciens qui unissent nos peuples et des excellentes relations qu'entretiennent nos deux pays, mais également parce que l'histoire nous a montré que la prospérité, la sécurité et le progrès sont indissociables au niveau régional. Nous nous sommes donc toujours efforcés d'élaborer nos propres programmes d'assistance de manière à en tirer des bienfaits sur le plan du développement tant au niveau local que national.

Non seulement l'Inde a récemment annoncé qu'elle accroîtrait son aide à l'Afghanistan, qui s'élève à 1,2 milliard de dollars, mais nous sommes également heureux d'avoir achevé la construction de l'autoroute Zaranj-Delaram dans l'ouest de l'Afghanistan. Il s'agit de l'un des trois grands projets d'infrastructure entrepris par l'Inde en Afghanistan, les deux autres étant une grande centrale électrique et un système de transport d'électricité. La construction d'un parlement en Afghanistan est un autre projet hautement symbolique pour nous. Nous espérons en commencer la construction dans le courant de ce mois.

Pour terminer, je voudrais revenir sur le message que contient notre projet de résolution. L'Inde estime qu'il est important que des attentes excessives reposant sur des efforts qui tendent en fin de compte à

reproduire nos modèles socioéconomiques nationaux dans un environnement différent ne réduisent la clarté de notre message. Nous devons nous souvenir qu'il n'est pas réaliste d'imaginer que nous pouvons régler tous les problèmes de l'Afghanistan à la fois. Compte tenu du défi auquel nous nous sommes heurtés il y a un peu plus de sept ans, nous nous devons de reconnaître que les progrès se poursuivront, mais seulement secteur par secteur et question par question.

La patience et la persévérance sont essentielles si nous voulons que notre investissement porte ses fruits à long terme, de même que la volonté d'écouter ceux que nous voulons aider. C'est pour cette raison que le processus d'établissement d'un ordre de priorités reposant sur l'initiative nationale reste essentiel.

**M. Okuda** (Japon) (*parle en anglais*) : Le Japon se félicite de l'occasion qui lui est donnée d'intervenir devant l'Assemblée générale sur la situation en Afghanistan.

Nous sommes heureux d'être l'un des auteurs du projet de résolution (A/63/L.17) dont nous sommes saisis. Compte tenu de la situation très difficile que connaît aujourd'hui l'Afghanistan, il est particulièrement important de montrer que la communauté internationale est unie dans son appui à l'Afghanistan en adoptant ce projet de résolution par consensus. Nous remercions également nos collègues de la délégation allemande qui ont mené les consultations sur le texte.

Nous savons tous que la situation dans ce pays est délicate; ceux qui s'opposent au Gouvernement démocratique tentent de semer le doute et la peur dans l'esprit de la population afghane. Permettez-moi toutefois de mettre en lumière les progrès réalisés par l'Afghanistan ces sept dernières années.

L'économie a crû régulièrement, avec un taux de croissance annuel d'environ 10 % ces cinq dernières années. En cinq ans, le nombre d'élèves inscrits dans les établissements scolaires est passé de moins de un million en 2001 à plus de 5,6 millions. L'accès des enfants aux services de santé a considérablement augmenté. Six millions d'enfants ont été vaccinés contre la poliomyélite à ce jour. Ces progrès n'auraient pas pu être réalisés sans la détermination du Gouvernement et du peuple afghans, appuyés par la communauté internationale.

Nous ne devrions pas capituler et nous ne nous capitulerons pas face aux tentatives visant à saper ces

progrès. Nous, membres de la communauté internationale, resterons aux côtés de l'Afghanistan dans sa recherche de la stabilité et de la prospérité.

En même temps, nous devons regarder en face les difficultés sur le terrain. La sécurité est notre plus grande préoccupation, comme l'a dit clairement le Secrétaire général dans son dernier rapport en date (A/63/372). Nous sommes heureux de savoir que les capacités de l'armée nationale afghane ont été renforcées, et nous la félicitons d'avoir assumé la responsabilité de la sécurité à Kaboul. Nous rendons également hommage aux pays qui ont participé à la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) et à la coalition qui a pris part à l'opération Liberté immuable pour le dévouement avec lequel ils luttent contre le terrorisme.

Il n'en demeure pas moins que les problèmes auxquels nous nous heurtons ne peuvent pas être résolus uniquement par des moyens militaires. Nous avons dit qu'il était nécessaire d'adopter une approche concertée pour faire face aux divers défis à relever en Afghanistan. Les objectifs de la sécurité, de la gouvernance et du développement ne peuvent pas être traités séparément.

L'ONU est au cœur des efforts déployés dans le pays par la communauté internationale. Nous appuyons la mise en œuvre des priorités de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et, à cet égard, le Japon appuie également le renforcement de la structure de la Mission afin qu'elle réponde mieux aux attentes du peuple afghan et du monde.

Nous félicitons le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, M. Kai Eide, pour le dévouement dont il fait preuve à la tête de la Mission. M. Eide a présenté les grandes lignes de ses objectifs pour les prochains six mois dans le dernier exposé qu'il a présenté au Conseil de sécurité. Nous l'en remercions et appuyerons ses efforts pour réaliser ces objectifs.

Pour sa part, le Japon est absolument résolu à contribuer au processus d'édification de la nation en Afghanistan. En matière d'assistance à la reconstruction, par exemple, il a versé les 1 milliard 450 millions de dollars qu'il avait annoncés. Nous nous félicitons que la construction du terminal de l'aéroport international de Kaboul soit achevée et que ce terminal ait été inauguré la semaine dernière par le peuple afghan. Le Japon a annoncé une contribution supplémentaire de 550 millions de dollars à la

Conférence de Paris, portant le montant total des contributions annoncées à 2 milliards de dollars.

Sur le plan de la sécurité, le Japon se réjouit d'avoir été le pays qui a dirigé le processus de dissolution des groupes armés illégaux, ce qui, nous en sommes convaincus, a beaucoup contribué à améliorer la sécurité. Nous avons également participé à la lutte contre le terrorisme en renforçant la flotte de la coalition participant à l'opération Liberté immuable dans l'océan Indien.

Malgré la participation continue de la communauté internationale, l'essentiel de la tâche incombe au Gouvernement afghan. Nous pensons que le remaniement récent du Cabinet montre à quel point le Président Karzai est déterminé à régler plus efficacement les questions.

Tout en appuyant les efforts déployés par le Gouvernement pour promouvoir la réconciliation nationale, nous espérons que les questions comme la gouvernance, la corruption, la réforme de la force de police et du Ministère de l'intérieur et la lutte contre les stupéfiants seront traitées efficacement avec un gouvernement renforcé.

Les événements les plus importants figurant dans le calendrier politique à venir sont les élections de 2009 et 2010. L'enregistrement des électeurs a commencé sans heurt, ce qui est un bon point de départ pour la tenue d'élections légales. Des préparations minutieuses, notamment l'achèvement fructueux du processus d'inscription des électeurs, sont nécessaires pour que le Gouvernement puisse tenir les élections, comme il s'y est engagé.

On ne peut trop insister sur l'importance de la dimension régionale. Nous nous félicitons des récents dialogues actifs entre l'Afghanistan et les pays voisins. Nous nous félicitons également de la visite fructueuse faite récemment par le Ministre des affaires étrangères de l'Afghanistan au Pakistan, ainsi que de la réunion trilatérale entre les dirigeants de l'Afghanistan, du Pakistan et de la Turquie.

S'agissant de ses propres efforts dans ce domaine, le Japon se félicite des encouragements prodigués par le projet de résolution de l'Assemblée générale aux initiatives du Groupe des Huit. Nous espérons que la mise en œuvre de ces initiatives appuiera les efforts régionaux visant à stabiliser et développer la zone frontrière.

Pour terminer, permettez-moi de renouveler la détermination sans faille du Japon à s'acquitter de son rôle pour l'avenir de l'Afghanistan. L'Afghanistan demeurera l'une de nos priorités à l'ONU.

**M. Al Habib** (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier le Secrétaire général pour son dernier rapport consacré à la situation en Afghanistan (A/63/372). Nous le remercions, ainsi que son Représentant spécial, et le personnel de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, pour le dévouement constant et l'attachement sans faille qu'ils ont manifesté à la paix, la stabilité et au développement en Afghanistan.

Ces sept dernières années, de nombreux efforts louables ont été déployés par le peuple et le Gouvernement afghans pour reconstruire leur pays, prendre leur destin en main, créer des institutions démocratiques, construire un système politique vigoureux et lutter contre le terrorisme et l'extrémisme dans leur pays.

En outre, un grand travail a été accompli dans des domaines tels que la croissance économique, l'éducation, la santé, la mise en place d'infrastructures, le développement rural et le renforcement des capacités. La population et le Gouvernement afghans méritent notre admiration collective pour tous les résultats qu'ils ont obtenus jusqu'à présent. Ils ont également besoin de l'appui soutenu de nous tous dans leur cheminement vers un Afghanistan stable, sûr et prospère.

Malgré tout ce qui a été réalisé, il reste cependant encore beaucoup à faire et de graves difficultés à surmonter. Comme l'indique le rapport dont nous sommes saisis, c'est un tableau mitigé que nous offre aujourd'hui l'Afghanistan. Le pays semble se trouver une nouvelle fois à la croisée des chemins. À cause des menaces que la présence des extrémistes et des terroristes en Afghanistan a représenté pour la paix et la sécurité internationales par le passé – menace qui pèse toujours –, le monde entier est convaincu qu'un Afghanistan stable, sûr et prospère et affranchi du terrorisme et de l'extrémisme est d'un intérêt vital.

Les extrémistes et les terroristes ne ménageront aucun effort pour rechercher et utiliser à mauvais escient tout signe ou faux pas de la part de certains, susceptible d'être interprété le moins du monde comme un affaiblissement de la volonté de la communauté internationale d'aider l'Afghanistan dans sa lutte contre le terrorisme et l'extrémisme. Malheureusement,

certaines pays ont fait des déclarations ou pris des mesures qui ont fait naître cette crainte au sein de la population et du Gouvernement afghans, ainsi que de la communauté internationale. C'est un sujet de grave préoccupation qui ne peut que provoquer une nouvelle phase d'extrémisme dans la région.

Nous considérons que la meilleure façon de remédier à l'insécurité en Afghanistan est de renforcer l'autonomie et l'intégrité des forces nationales de sécurité afghanes et de faire en sorte que les Afghans prennent pleinement et rapidement en main la sécurité de leur pays. De plus, la situation générale en Afghanistan pourrait être améliorée en renforçant les capacités, en consolidant la formation et l'éducation, en développant des secteurs importants et en permettant aux Afghans moyens de bénéficier dans leur quotidien des résultats de l'aide et de l'appui de la communauté internationale.

Il est regrettable que la culture, la production et le trafic de stupéfiants en Afghanistan ne faiblissent pas. Non seulement ils affectent la sécurité et le développement de l'Afghanistan, mais ils menacent en outre gravement la région et le monde. Nous avons noté et salué les efforts du Gouvernement afghan pour écarter cette menace; néanmoins, des efforts plus déterminés doivent être déployés par l'Afghanistan et la communauté internationale pour débarrasser effectivement le monde de ce redoutable problème.

Comme l'attestent divers rapports d'organes et institutions compétents des Nations Unies, au cours des 30 dernières années, la République islamique d'Iran a mené une guerre sans merci et coûteuse contre les trafiquants de drogue, une guerre qui a valu à notre nation la perte d'environ 4 000 membres de ses forces de maintien de l'ordre, dotées de qualités et d'un courage remarquables, tandis que 12 000 autres ont été mutilés. Nous attendons un plus grand soutien et une détermination plus forte de la part de la communauté internationale, tandis que nous poursuivons cette lutte avec la plus grande vigilance.

La République islamique d'Iran a également participé activement au processus de reconstruction de l'Afghanistan. La construction de routes et de chemins de fer, la formation de la main-d'œuvre, les projets relatifs à l'électricité et les services humanitaires ne sont que quelques-unes de nos contributions importantes à cet égard. En outre, nous avons assumé un énorme fardeau dans les 30 dernières années, en accueillant par millions nos frères et sœurs afghans.

Durant toutes ces années, ces ressortissants afghans ont bénéficié des installations iraniennes en matière d'éducation et d'aide sociale et des mêmes subventions que nos propres ressortissants. Notre pays accueille aujourd'hui environ 2 millions d'Afghans, dont la moitié vivent dans notre pays illégalement. Nous attendons une assistance et des efforts accrus de la communauté internationale pour aider les ressortissants afghans à retourner dans leur pays d'origine plus rapidement.

Je voudrais conclure en soulignant que la population et le Gouvernement afghans nous trouveront toujours à leurs côtés, comme nous l'avons fait ces dernières années, pour leur offrir notre aide et notre appui sincères tandis qu'ils progressent sur la voie difficile mais précieuse et nécessaire de la paix, de la stabilité et de la prospérité.

Je voudrais également remercier la délégation allemande qui a établi le projet de résolution sur la situation en Afghanistan (A/63/L.17) et mené toutes les négociations.

**M. Khalilzad** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Les États-Unis se réjouissent de faire partie des coauteurs du projet de résolution A/63/L.17, réaffirmant la solidarité de la communauté internationale envers l'Afghanistan. Nous remercions la délégation allemande de ses efforts soutenus pour assurer l'appui le plus large possible à la résolution. Le projet de résolution souligne le rôle directeur joué par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) en tant que pivot dans la coordination de toute l'assistance civile internationale et la coordination de cette assistance avec les Afghans et les efforts militaires.

Les États-Unis saluent le travail du Représentant spécial, M. Kai Eide, ainsi que du personnel de la MANUA. Nous appelons tous les États Membres à se joindre à nous pour appuyer un renforcement des capacités de la MANUA. Nous demandons instamment au Secréariat et aux États Membres de faire tout leur possible pour apporter à M. Eide l'appui et les ressources dont il a besoin pour mener à bien sa mission très importante. Nous devons trouver des moyens de lui permettre d'engager les personnes nécessaires et pour les rendre opérationnelles immédiatement, et non dans plusieurs mois. M. Eide, quant à lui, doit utiliser ces capacités et les relations prometteuses qu'il a instaurées avec les Afghans et la communauté internationale pour établir des objectifs,

des plans et des échanciers, afin de mener à bien chacune des tâches importantes prévues par son mandat.

Les États-Unis sont très préoccupés par la situation humanitaire qui se dégrade en Afghanistan, mettant de nombreuses vies en danger, à la fois en raison de possibles pénuries alimentaires et du froid extrême. Les États-Unis sont le plus gros donateur en faveur de l'Afghanistan, financièrement et en nature. Nous sommes prêts à faire davantage. Nous invitons instamment les États Membres à répondre aux appels lancés par le Gouvernement afghan et par l'ONU pour éviter une détérioration de la situation humanitaire cet hiver. La préparation à l'hiver devrait viser à aider les Afghans qui sont dans le besoin à faire face aux pénuries alimentaires et au froid.

Les conditions de sécurité en Afghanistan se dégradent, le nombre d'incidents dirigés contre le Gouvernement ayant augmenté et les Taliban ayant continué à lancer des attaques meurtrières contre les forces de sécurité afghanes, la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) et la population civile. Les Afghans se trouvent face à une campagne de violence et d'intimidation toujours plus brutale menée par Al-Qaïda et les Taliban extrémistes. Nous apprécions les sacrifices consentis par de si nombreux pays pour aider l'Afghanistan. Pas plus tard qu'hier, deux soldats espagnols de la FIAS auraient été tués dans un attentat-suicide, dans la province d'Hérat.

Malgré les problèmes de sécurité, les États-Unis sont convaincus qu'il est possible de réussir en Afghanistan. Pour cela, le Gouvernement afghan doit mettre en œuvre sa Stratégie nationale de développement, prendre des décisions difficiles et appliquer les politiques convenues, en particulier dans les domaines de la gouvernance locale, de la lutte contre la corruption, du respect de l'état de droit, du développement économique, de la poursuite des efforts vigoureux contre les stupéfiants et de la réforme des forces de police.

Nous espérons que les changements qui sont récemment intervenus au sein du gouvernement permettront d'enregistrer des progrès sur tous ces fronts. Nous nous félicitons – de fait, nous estimons qu'une telle évolution est cruciale – de voir les forces de sécurité afghanes assumer des responsabilités croissantes en matière de protection de la population à mesure que s'accroît leur capacité et que les conditions le permettent.

Le Président Karzai s'est engagé, avec son gouvernement, à organiser des élections en 2009. C'est là quelque chose de très important. Nous nous félicitons des efforts déployés par la MANUA pour aider le Gouvernement afghan à préparer ces élections. Mercredi dernier, la deuxième phase de l'enregistrement des électeurs a commencé. Il est impératif que la communauté internationale redouble d'efforts pour garantir des élections crédibles. Nous demandons au Gouvernement afghan de respecter son engagement d'organiser ces élections à la date prévue afin d'ancrer plus avant la culture d'un gouvernement démocratique et représentatif dans le pays et de conserver l'appui international.

Je voudrais souligner l'importance du rôle des voisins de l'Afghanistan pour le succès du pays. L'élection récente d'un nouveau gouvernement au Pakistan a été l'occasion d'élargir la coopération entre les deux États dans le domaine de la lutte contre les terroristes et les extrémistes qui menacent l'Afghanistan, le Pakistan et, en fait, le monde entier. Le programme de cette coopération régionale est clair : ne donner aucun refuge aux forces hostiles; ne pas se servir des extrémistes et des terroristes pour faire avancer les intérêts nationaux; procéder à l'échange de renseignements; éviter toute rivalité géopolitique régionale; encourager la réconciliation; et intégrer l'Afghanistan aux institutions et à l'économie régionales. Il est vital pour la stabilité et le développement de l'Afghanistan de réaliser des progrès sur tous ces fronts. Le Gouvernement afghan comme le Gouvernement pakistanais ont besoin de l'appui de la communauté internationale pour résister aux extrémistes et aux terroristes.

Les États-Unis regrettent profondément les décès accidentels de civils et nous ne prenons pas cela à la légère. Nous partageons la grave inquiétude du Secrétaire général quant à la question des pertes civiles. Je tiens à assurer les membres du Conseil que nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour que la FIAS et l'opération Liberté immuable prennent toutes les précautions nécessaires pour éviter les pertes civiles. Nous avons intensifié nos efforts avec le Gouvernement afghan pour améliorer la coordination et la communication dans le cadre des opérations afin d'empêcher de nouveaux incidents. Notre commandement central militaire a donné des directives aux forces des États-Unis pour qu'elles continuent de tout mettre en œuvre pour éviter les pertes civiles et les signaler, le cas échéant.

En même temps, nous ne devons pas perdre de vue la cause fondamentale de l'augmentation du nombre de pertes, comme l'a clairement exprimé le Secrétaire général dans son récent rapport (A/63/372). Les Taliban et les autres éléments antigouvernementaux mènent une campagne systématique de violence et d'intimidation contre les civils. Ils prennent délibérément pour cible les civils et les utilisent comme boucliers humains. Comme il est indiqué dans le rapport, les Taliban ont de plus en plus recours à des attaques asymétriques contre des centres de population, des cibles liées aux secours et des organisations non gouvernementales.

En juin dernier, la communauté internationale a entériné la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan, et le niveau des annonces de contributions a été sans précédent. Ce sont là des témoignages clairs de notre détermination à aider l'Afghanistan à réussir. Les Afghans jouent leur rôle; les donateurs doivent également honorer leurs engagements.

Pour terminer, il est clair que l'Afghanistan se trouve face à d'importants défis et à des difficultés majeures. Ces difficultés devraient servir à réaffirmer et renouveler la volonté d'œuvrer au succès de l'Afghanistan, en opérant les changements et modifications nécessaires, de la part de l'Afghanistan comme de la part de la communauté internationale. Les États-Unis y sont déterminés et restent fermement attachés au succès de l'Afghanistan. La réussite de l'Afghanistan est en effet la réussite du monde entier.

**M. Wetland** (Norvège) (*parle en anglais*) : La Norvège se félicite du projet de résolution d'aujourd'hui sur l'Afghanistan (A/63/L.17). Le vaste appui dont il bénéficie envoie le message important que nous sommes unis dans notre volonté résolue d'aider l'Afghanistan à construire un pays démocratique et à guérir des blessures infligées par des décennies de guerre et de terreur.

À la Conférence de Paris en juin, nous avons été nombreux à nous engager à renouveler notre partenariat avec l'Afghanistan, et le Gouvernement afghan a promis d'intensifier sa lutte contre la corruption et les stupéfiants. À cette occasion, la Norvège a réaffirmé son engagement à long terme en annonçant une contribution de 500 millions d'euros pour la période couverte par la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan.

Comment pouvons-nous, ici à l'ONU, faire une différence immédiate, dès à présent et pour l'avenir? Je vais répondre en insistant sur trois points particuliers.

Le premier est la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Une lourde responsabilité a été dévolue à la MANUA et au Représentant spécial, Kai Eide. Il leur a été demandé de prendre la tête de l'effort civil international en Afghanistan. À Paris, nous avons promis d'engager des moyens importants pour aider véritablement le Gouvernement afghan. On attend donc beaucoup. Les populations afghanes attendent de voir des résultats à la hauteur des belles paroles qui ont résonné à Paris.

Mais beaucoup, malheureusement, n'ont pas encore profité des avantages du développement et ne voient aucune lueur d'espoir à l'horizon. Nous constatons, certes, d'importantes améliorations, notamment en matière de scolarisation, des filles en particulier, mais aussi des garçons, et en matière de santé publique. Mais d'autres secteurs sont toujours en retard, et le développement est également inégal d'une région à l'autre. Nous devons laisser à la MANUA le soin d'assurer la coordination et veiller à ce que la MANUA et Kai Eide disposent des ressources nécessaires et d'un personnel qualifié en nombre suffisant pour pouvoir répondre aux attentes.

Cela pourra exiger certaines adaptations pratiques des règles et règlements concernant les budgets et les effectifs. L'Assemblée générale va examiner le budget de la MANUA le mois prochain, et nous demandons instamment à tous les États Membres de lui fournir les ressources nécessaires pour qu'elle puisse s'acquitter de son mandat élargi. Nous exhortons aussi le Secrétariat à réduire la bureaucratie et à accélérer le déploiement de personnel qualifié sur le terrain.

Deuxièmement, nous devons nous concentrer sur la situation humanitaire. La population afghane a à faire face à un hiver rigoureux. Les conséquences de la crise alimentaire mondiale se font sentir, et sont aggravées par la sécheresse. C'est pourquoi nous devons aider le Gouvernement afghan à atténuer la gravité de la situation humanitaire. Récemment, la Norvège a sensiblement augmenté son assistance humanitaire, afin également de faciliter l'établissement du nouveau Bureau de la coordination de l'assistance humanitaire à Kaboul. Nous tenons pour acquis, en outre, que le Bureau assumera rapidement ses responsabilités en matière de coordination humanitaire, en coopération étroite avec la MANUA.

Troisièmement, nous devons nous concentrer sur les élections. Le Programme des Nations Unies pour le développement conseille le Gouvernement afghan sur l'enregistrement des électeurs et le moyen de les informer de la tenue du scrutin, et le fait avec une grande compétence et créativité. Sur les 820 000 personnes et quelques enregistrées dans la première phase du processus, on compte 38 % de femmes, ce qui est un chiffre élevé dans la mesure où les premières régions concernées étaient les plus difficiles à pénétrer. La large participation des femmes est encourageante et de bon augure pour les élections. Pour consolider la démocratie afghane, il est essentiel que ces élections se déroulent comme prévu en septembre 2009 et en 2010. La Norvège a consacré des ressources au processus d'enregistrement, et nous apporterons aussi un appui pour la tenue des élections. La consolidation de la démocratie exige aussi d'améliorer l'état de droit et le respect des droits de l'homme. Les changements récents au sein du Gouvernement afghan – il y en a eu un autre aujourd'hui même – témoignent de sa volonté renouvelée de lutter contre la corruption et d'améliorer la sécurité.

Pour terminer, je tiens à présenter mes respects aux hommes et aux femmes sur le terrain et à ceux qui sont morts pour que d'autres vivent. Nous leur devons, à eux et à des millions d'autres, de faire en sorte que les Taliban ne soient plus jamais en mesure de terroriser le peuple afghan.

**M. Hill** (Australie) (*parle en anglais*) : L'Australie se félicite de pouvoir appuyer le projet de résolution (A/63/L.17) sur l'Afghanistan et de pouvoir réaffirmer sa volonté de poursuivre les efforts internationaux visant à aider l'État afghan à devenir plus sûr et plus stable. Nous le faisons dans un contexte marqué par les sacrifices continus du peuple afghan et des forces internationales, et aujourd'hui nous rendons plus particulièrement hommage aux soldats espagnols qui sont morts ce week-end.

En revanche, nous avons vu cette année d'importantes avancées, ont été faites cette année, plus particulièrement le renouvellement des engagements et le plan politico-militaire global adopté par les partenaires de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) lors du sommet de l'OTAN à Bucarest en avril, ainsi que les résultats importants de la Conférence d'examen sur l'Afghanistan qui s'est tenue à Paris en juin. Nous saisissons cette occasion pour féliciter de nouveau la France, l'Afghanistan et l'ONU de leurs efforts pour organiser cette conférence

d'examen et pour lancer la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan. Nous notons qu'environ 80 pays ont participé à cette conférence, annonçant plus de 20 milliards de dollars de contributions pour la Stratégie de développement et que cette Stratégie offre un cadre solide pour planifier les besoins de développement national de l'Afghanistan sur les cinq prochaines années.

Mais nous devons être réalistes en ce qui concerne les énormes difficultés auxquelles l'Afghanistan et ses partenaires internationaux se heurtent et reconnaître que, sans une sécurité élémentaire, une grande partie de ce qu'il y a à faire – renforcer les capacités du peuple afghan afin qu'il puisse gérer ses propres affaires et créer les conditions nécessaires au développement économique et social, ne pourra pas se réaliser.

Il ne fait aucun doute que l'insurrection menée par les Taliban menace toujours gravement la poursuite des progrès obtenus et le peuple afghan. L'insurrection est déterminée à l'emporter non pas sur le champ de bataille mais en brisant la détermination de l'Afghanistan et de ses amis et le soutien qu'ils accordent à nos sacrifices par la peur et l'intimidation de la population civile afghane.

Nous connaissons également les tactiques des insurgés qui manipulent et diffusent des informations discréditant nos efforts. L'Australie, tout comme d'autres, continue de regretter profondément les pertes civiles qui sont le résultat des actions des forces internationales; mais nous avons des règles d'engagement et de comportement strictes afin de réduire ces risques et des procédures d'examen pour veiller à ce que nos actions se conforment à ces règles. Nos ennemis, en revanche, n'ont pas de dilemmes moraux lorsqu'ils utilisent les civils comme boucliers ou comme instruments de terreur.

Manifestement, la communauté internationale a, envers le peuple afghan, la responsabilité reconnue dans de nombreuses résolutions de l'ONU, d'empêcher le retour au pouvoir de cette idéologie violente qui a engendré la haine, brutalisé les femmes et conduit à l'extrême pauvreté et à la violation des droits de l'homme fondamentaux. Mais, ce qui est tout aussi important, nous avons tous la responsabilité vis-à-vis de nos propres peuples d'éviter que l'insurrection menée par les Taliban offre de nouveau un sanctuaire aux groupes terroristes qui cherchent à exporter la violence de par le monde.

L'Australie est fière de faire partie du groupe d'une quarantaine de pays qui fournissent des contingents pour aider les Afghans dans leur lutte contre l'insurrection menée par les Taliban et les terroristes internationaux, dont Al-Qaida. Ces terroristes étaient responsables des attentats dans des endroits aussi éloignés l'un de l'autre que New York et l'Indonésie, dont les attentats à Bali qui ont tué 202 personnes, en particulier beaucoup de mes compatriotes.

L'Australie s'est pleinement engagée dans ce processus. Avec 1 100 soldats, elle fournit, en dehors de l'OTAN, le plus large contingent à la FIAS. Nous nous sommes également engagés à verser plus de 600 millions de dollars sous forme d'aide au développement à l'Afghanistan depuis 2001. Nous soumettrons cet engagement à une procédure annuelle d'examen qui vérifie que nous accomplissons la mission que nous nous sommes fixée. Nous nous félicitons que le Représentant spécial du Secrétaire général ait exposé au Conseil de sécurité des objectifs réalistes pour la MANUA pour les six prochains mois. Nous appuyons la MANUA et attendons avec intérêt l'occasion de participer, dans un esprit constructif, à l'examen de son budget à la Cinquième Commission qui examinera la possibilité de lui allouer des ressources additionnelles pour lui permettre de s'acquitter pleinement de son mandat, en particulier pour l'aider à préparer les élections.

Les efforts de stabilisation et de reconstruction de l'Australie en Afghanistan sont concentrés dans la province d'Oruzgan dans le sud du pays, où nous travaillons en partenariat avec le Gouvernement afghan et les Pays-Bas, auxquels nous rendons hommage pour leur partenariat. Notre groupe spécial de reconstruction a construit des écoles, assuré une formation de base à des métiers tels que la menuiserie, reconstruit des ponts et des systèmes d'irrigation. Quoique positives, ces avancées demeurent modestes. L'Oruzgan démontre qu'une stratégie civile et militaire cohérente et intégrée qui servira de fondement pour garantir un progrès durable est absolument nécessaire. Cela vaut également pour les autres régions du pays.

Nous reconnaissons qu'il faudrait s'employer beaucoup plus à renforcer les capacités de l'Afghanistan pour qu'il soit en mesure d'assumer la responsabilité de la sécurité, ce qui permettrait de mettre en place des activités importantes de reconstruction et de développement. J'ai le plaisir de vous informer que l'Australie met actuellement en

place sa première équipe de liaison et de tutorat dans la province et qu'elle s'emploiera bientôt à former activement les unités militaires afghanes et à leur servir de tuteur.

Nous devons également concentrer nos efforts pour arriver à une coordination plus efficace des efforts civils dans le domaine des secours, de la reconstruction et de la gouvernance dans le cadre d'une stratégie politico-militaire globale. Et nous pensons que l'ONU a un rôle important à jouer dans la réalisation de cet objectif.

Nous apprécions le travail et les efforts du Représentant spécial du Secrétaire général et de l'équipe de la MANUA, en particulier le rôle moteur qu'ils ont joué pour coordonner les activités d'aide au Gouvernement afghan des donateurs internationaux. Nous sommes conscients des conditions difficiles dans lesquelles ils travaillent. Nous nous réjouissons qu'une allocation spéciale leur ait été attribuée. L'Australie s'engage à travailler avec le Secrétariat et d'autres États Membres pour faire en sorte que la MANUA soit capable de remplir le rôle difficile que nous lui avons assigné.

Nous réaffirmons également notre appui au Président Karzai et aux partis afghans qui se sont engagés à renforcer les institutions de l'Afghanistan. Les deux prochaines années verront le test critique de nouvelles élections; nous demandons à tous d'apporter leur aide pour veiller à ce que ces élections soient sûres, libres et régulières. Nous pouvons être certains que ceux qui sont opposés à ce que le peuple afghan décide par lui-même feront tout ce qui est en leur pouvoir pour perturber le processus électoral. Nous devons les en empêcher.

L'Australie saisit également cette occasion pour féliciter le nouveau Gouvernement pakistanais de ses efforts pour améliorer ses relations avec le Gouvernement afghan. Les Taliban représentent une menace commune et les deux pays doivent œuvrer ensemble pour y répondre. Nous prenons également note du rôle important et constructif que les autres voisins de l'Afghanistan peuvent jouer pour promouvoir et renforcer la stabilité du pays, en particulier dans des domaines tels que la sécurité des frontières, la contrebande et la lutte contre la drogue.

Les défis à relever sont importants, mais ensemble nous pouvons faire face. Pour cela, nous aurons besoin d'un engagement et d'une coopération



continus. Nous appuyons le projet de résolution et sommes fiers de l'avoir coparrainé.

**M. McNee** (Canada) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à exprimer les très sincères condoléances du Gouvernement canadien à la suite de la mort des soldats espagnols en Afghanistan ce week-end.

Le Canada se félicite du projet de résolution sur l'Afghanistan (A/63/L.17) dont nous nous occupons aujourd'hui et tient à remercier la délégation allemande d'avoir si bien guidé les négociations sur ce projet de résolution. Le Canada est fier d'avoir contribué à sa préparation et est heureux d'en coparrainer l'adoption aujourd'hui. Son adoption témoignera de la solidité du partenariat que nous avons réussi à établir entre la communauté internationale et le Gouvernement afghan. Elle affirmera aussi notre volonté collective de faire de l'Afghanistan un pays sûr et stable.

Le Canada reconnaît que l'ONU a renforcé son rôle dirigeant l'année dernière, en confiant à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) un mandat plus pointu qui lui permettra de mieux diriger la coordination des efforts internationaux, et en faisant de Kai Eide le Représentant spécial du Secrétaire général.

Les progrès sont déjà manifestes. Le Canada salue les efforts déployés par la MANUA et le Gouvernement afghan pour restructurer le Conseil commun de coordination et de suivi et en faire un instrument plus efficace et plus déterminé.

Après tout, le rôle de la MANUA en Afghanistan consiste bien à moduler et à focaliser nos efforts communs. Cela dit, l'ONU n'est pas le seul acteur sur cette scène, et son pouvoir est limité à celui que veulent bien lui accorder ses États Membres. Nous devons faire en sorte qu'elle dispose des ressources financières et du soutien politique dont elle a besoin pour faire son travail.

La communauté internationale a beaucoup à apprendre du peuple afghan, qui continue à faire preuve d'une résilience et d'une détermination remarquables. Malgré une insurrection féroce, par exemple, l'Armée nationale afghane continue d'accroître ses effectifs, ses capacités et son professionnalisme.

Avec l'aide de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), l'Armée nationale afghane est maintenant en mesure de diriger un nombre de plus en plus grand d'opérations, ce qui était

impensable il y a tout juste un an. Et il y a à peine un peu plus de deux mois, les forces de sécurité afghanes, prenant la relève de la FIAS, ont assumé la responsabilité de la sécurité à Kaboul – une réalisation majeure dont elles ont tout lieu d'être fières.

Le Canada se réjouit que l'Afghanistan ait ratifié, en août de cette année, la Convention des Nations Unies contre la corruption, un des objectifs du Pacte pour l'Afghanistan. Certes, il reste encore beaucoup à faire, mais nous sommes également encouragés par la création, en juin 2008, d'un bureau supérieur de supervision pour la mise en œuvre de la Stratégie anticorruption nationale.

Le Canada demeure déterminé à travailler avec les Afghans et le reste de la communauté internationale pour aider à reconstruire l'Afghanistan. Cette année, le Canada a augmenté de nouveau son aide au développement, en promettant de verser 600 millions de dollars supplémentaires, ce qui porte sa contribution totale à plus de 1,9 milliard de dollars sur une période de 10 ans. À cela, bien sûr, s'ajoute le maintien de notre présence militaire dans la province de Kandahar.

Le Canada a aussi annoncé sa volonté de contribuer à la remise en état du barrage de Dahla et de son réseau d'irrigation dans la province de Kandahar. Une fois remis en état, le barrage non seulement assurera à la majorité de la population de la province un approvisionnement sûr en eau, mais pourra aussi contribuer à revitaliser l'agriculture dans cette région et procurer aux Kandaharis des milliers d'emplois fort nécessaires.

Le Programme canadien d'éradication de la poliomyélite permettra d'immuniser environ 7 millions d'enfants partout en Afghanistan.

Le Canada est également résolu à élargir sa programmation en matière de développement à Kandahar. En même temps, au moins la moitié de sa contribution financière sera consacrée à des initiatives d'envergure nationale, par exemple le renforcement des institutions essentielles, la reconstruction de la police nationale afghane ainsi que des institutions judiciaires et correctionnelles du pays.

Le Canada met tout en œuvre pour que les élections de 2009 et 2010 soient organisées par les Afghans eux-mêmes, soient libres et régulières, et se déroulent dans un climat sécuritaire. Il fait sien l'appel que la résolution lance à la communauté internationale

de continuer à fournir un soutien et une aide financière à l'Afghanistan.

Avec l'inscription des électeurs en cours, le peuple afghan entame le deuxième processus électoral de son histoire récente. C'est là une étape cruciale dans l'instauration de la démocratie en Afghanistan.

*(l'orateur poursuit en français)*

Comme l'a noté le Secrétaire général dans son rapport de septembre (A/63/372) sur la situation en Afghanistan, les voisins de ce pays et les partenaires régionaux jouent un rôle crucial pour la promotion du développement et de la stabilité dans ce pays. Le Canada se réjouit donc de voir que la résolution met l'accent sur la coopération régionale comme moyen efficace de promouvoir la sécurité et le développement. Le Canada cherche à encourager la coopération entre l'Afghanistan et le Pakistan, en facilitant les discussions techniques entre les fonctionnaires chargés de la gestion des frontières. Nous soutenons aussi à fond le processus de Jirga de la paix entre ces deux pays, et félicitons ces derniers de la récente rencontre des Jirgagai.

Nous ne devons pas laisser les progrès réalisés à ce jour occulter la dure réalité, à savoir que ces gains sont fragiles. La sécurité s'est détériorée dans certaines parties de l'Afghanistan, et cela nuit aux efforts que nous faisons et aux ambitions que nous avons en matière de gouvernance et de développement dans ce pays. L'Afghanistan n'échappe pas à la hausse du prix des denrées alimentaires qui se manifeste partout dans le monde. Les pénuries alimentaires qui frappent l'ensemble du pays sont de surcroît aggravées par une sécheresse et une piètre récolte.

Ce sont là pour les Afghans des préoccupations immédiates et pressantes. C'est pourquoi le Canada a mis les secours humanitaires au rang de ses priorités. En agissant ainsi, nous montrons clairement aux Afghans que la communauté internationale demeure résolue à leur venir en aide. Mais ce ne sont pas les belles paroles qui les convaincront. Ce sont les gestes tangibles et les changements.

**M<sup>me</sup> Banks** (Nouvelle-Zélande) *(parle en anglais)* : La Nouvelle-Zélande se félicite des progrès enregistrés en Afghanistan depuis l'an passé à la même époque et se réjouit de figurer à nouveau parmi les auteurs du projet de résolution A/63/L.17 établi et présenté par l'Allemagne.

Nous félicitons le Gouvernement afghan pour les efforts qu'il déploie afin de tenter d'améliorer la situation, notamment dans les domaines de la sécurité, du contrôle des drogues, de la réforme de la justice, de l'égalité des sexes et de la gouvernance locale. Nous nous félicitons que l'Afghanistan ait ratifié la Convention des Nations Unies contre la corruption et nous encourageons le Gouvernement à continuer à lutter contre la corruption, qui a été reconnue comme un obstacle au progrès en Afghanistan.

Bien que des avancées positives aient été enregistrées en Afghanistan, la situation globale demeure très préoccupante, notamment en raison des attaques menées par les insurgés et de la production d'opium qui reste élevée. La Nouvelle-Zélande condamne les attaques des insurgés qui mettent souvent en danger les vies de civils innocents.

Ces difficultés extrêmes sur le plan de la sécurité ne sauraient toutefois justifier des atteintes persistantes aux droits fondamentaux, notamment en ce qui concerne l'accès à la justice, le droit à une procédure régulière et la liberté d'expression.

Nous remercions les voisins de l'Afghanistan pour les initiatives positives qu'ils prennent afin d'aider à améliorer la situation en Afghanistan. Nous les encourageons à continuer de coordonner leurs efforts avec ceux du reste de la communauté internationale pour stabiliser l'Afghanistan. Autrement, ces tentatives de stabilisation seront sapées par les activités transfrontalières.

Le sommet de l'OTAN qui s'est tenu cette année à Bucarest a examiné la situation en Afghanistan et a proposé un plan essentiellement axé sur l'amélioration de la situation sécuritaire. Lors du sommet, la Premier Ministre de la Nouvelle-Zélande, Helen Clark, a mis en lumière l'importance d'une approche globale à plusieurs volets couvrant la sécurité, la gouvernance et les interventions en matière de développement, en rééquilibrant les efforts vers la gouvernance et le développement. Cette approche mettait aussi l'accent sur la réconciliation.

La communauté internationale doit accroître l'assistance non militaire. Les textes issus de la Conférence de Paris traitaient des priorités en matière de développement articulées dans la nouvelle Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan.

Nous encourageons toutes les nations à honorer les engagements qu'ils ont pris d'améliorer la situation

en Afghanistan. Il est essentiel que les ressources requises soient mises à disposition afin que l'Afghanistan que l'Ambassadeur Tanin a évoqué ce matin puisse devenir une réalité – un Afghanistan où les populations pourront reconstruire leur vie dans la paix.

La Nouvelle-Zélande se félicite du rôle croissant de coordination des Nations Unies avec le renforcement de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan. Cela permettra d'améliorer l'efficacité et l'efficience de l'assistance de la communauté internationale. Nous appuyons pleinement les travaux du Représentant spécial, Kai Eide, et nous prenons note des progrès qu'il a accomplis en peu de temps.

La Nouvelle-Zélande attend avec intérêt la tenue d'élections libres et régulières en 2009 et 2010, qui seraient des éléments essentiels pour la démocratie en Afghanistan. Depuis 2001, elle s'est sérieusement associée à l'effort international pour rétablir la paix et la sécurité en Afghanistan. Notre équipe de reconstruction de la province de Bamyân joue un rôle central dans cet engagement.

Pour conclure, je voudrais saluer les efforts et les sacrifices consentis par toutes ces nations qui collaborent avec le Gouvernement afghan, et m'associer aux autres pour exprimer ma sympathie pour la perte de deux soldats espagnols survenue le week-end dernier.

**M. Towpik** (Pologne) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je voudrais m'associer à la déclaration prononcée par le représentant de la France au nom de l'Union européenne. Permettez-moi de faire quelques observations supplémentaires du point de vue de la Pologne sur cette question de la plus haute importance pour la communauté internationale.

Je commencerai par remercier la délégation allemande pour les efforts considérables qu'elle déploie afin de faciliter le processus de consultation qui a permis d'aboutir au projet de résolution dont nous sommes saisis. En outre, le débat annuel sur l'Afghanistan fournit une occasion unique de souligner le rôle essentiel que les Nations Unies jouent dans le processus de stabilisation et de reconstruction du pays. Le rôle de coordination de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et les activités menées par le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Kai Eide, bénéficient de notre plein appui et de notre respect. Permettez-moi aussi de

présenter nos sincères condoléances à nos amis espagnols. Nous partageons leur peine pour les soldats espagnols qui ont perdu la vie en Afghanistan.

La Pologne est fermement convaincue que l'engagement de la communauté internationale en Afghanistan devrait faciliter l'instauration de conditions permettant aux autorités afghanes de prendre pleinement en charge la sécurité, la stabilité et le développement de leur pays. Tel est l'objectif principal de notre présence dans le pays. De ce fait, la Pologne a également décidé d'accroître sa participation au processus de stabilisation et de reconstruction dans le cadre de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) en portant de 100 en 2006 à 1 600 aujourd'hui le nombre de ses soldats. En outre, en octobre de cette année, la Pologne a pris la responsabilité d'assurer la sécurité dans la province de Ghazni.

Nous estimons que les défis les plus importants que la communauté internationale a à relever en Afghanistan sont les suivants. Tout d'abord, la stabilisation de la situation en matière de sécurité. Nous sommes toujours gravement préoccupés par la situation sécuritaire en Afghanistan, et nous continuons à faire le maximum pour y remédier. La création de conditions propices au développement d'un pays prospère avec des structures gouvernementales efficaces, transparentes et qui fonctionnent est la meilleure stratégie pour stabiliser l'Afghanistan. C'est pourquoi la Pologne contribue activement à la mise en place des équipes de reconstruction des provinces en Afghanistan. Nous prévoyons d'augmenter progressivement notre engagement civil dans les activités des équipes de reconstruction dans la province de Ghazni.

Deuxièmement, nous devons porter remède à la situation humanitaire. Nous ne pouvons pas ignorer l'augmentation des problèmes humanitaires critiques qui se posent ni la nécessité où se trouvent la communauté internationale et les donateurs d'y faire face afin de respecter leurs engagements dans ce domaine. En outre, étant donné les nouvelles inquiétantes concernant les niveaux sociaux et le niveau de vie de la population afghane, nous devons nous concentrer sur le moyen de distribuer efficacement l'aide humanitaire. La capacité humanitaire doit être renforcée, particulièrement à la lumière de la menace posée par la crise alimentaire. Depuis 2002, le Gouvernement polonais a joué un rôle important en fournissant une aide humanitaire au

peuple afghan, et en 2004, l'Afghanistan figurait sur la liste des priorités de la Pologne dans la région asiatique pour l'aide humanitaire. En 2008, l'aide publique au développement fournie par la Pologne à l'Afghanistan s'est élevée à plus de 3 millions de dollars.

Troisièmement, nous avons besoin d'une meilleure coordination entre les activités des divers acteurs internationaux à l'œuvre en Afghanistan, et tout particulièrement entre la MANUA, la FIAS et la Mission de police de l'Union européenne en Afghanistan.

Quatrièmement et dernièrement, permettez-moi de souligner l'importance de la coopération régionale. Il faut renforcer d'urgence cette coopération afin de stabiliser l'Afghanistan. Dans ce contexte, je voudrais saluer l'amélioration des relations entre l'Afghanistan et le Pakistan. La communauté internationale devrait continuer à appuyer ces deux pays dans leurs efforts pour combattre l'extrémisme et le terrorisme. Les efforts de la Commission tripartite, composée de la FIAS, de l'Afghanistan et du Pakistan, dans la zone frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan, devrait contribuer davantage à la réalisation de cet objectif.

L'Afghanistan aura besoin de notre appui solide et continu dans ses efforts de reconstruction et de stabilisation pendant plusieurs années. En même temps, nous devrions essayer de mettre en place des programmes et des initiatives qui, dans une perspective à long terme, permettraient au peuple afghan de prendre entièrement en main le développement pacifique et prospère de leur pays et de leur région.

**M. Ali** (Malaisie) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, permettez-moi d'exprimer la gratitude de ma délégation au Secrétaire général pour son rapport sur la situation en Afghanistan publié sous la cote A/63/372. Ce rapport fournit des observations utiles sur les efforts visant à rétablir la paix, la sécurité et la stabilité en Afghanistan. Nous souhaitons également exprimer notre reconnaissance au Représentant spécial du Secrétaire général en Afghanistan, M. Kai Eide, pour son travail précieux, et aux membres de la MANUA pour le dévouement avec lequel ils s'acquittent de leurs responsabilités malgré une situation extrêmement difficile.

Nous félicitons également le Gouvernement de la République islamique d'Afghanistan pour avoir lancé avec succès la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan lors de la Conférence de Paris qui s'est tenue le 12 juin 2008. Cette stratégie, ainsi que le

soutien renouvelé de la communauté internationale à la Conférence, constitue la feuille de route et les moyens d'utiliser les efforts nationaux pour instaurer la sécurité et la prospérité à long terme en Afghanistan.

Ma délégation prend note de l'évaluation générale du Secrétaire général qui établit que l'Afghanistan est aux prises avec une situation de plus en plus difficile. Nous constatons avec une profonde préoccupation la nette détérioration de la situation en matière de sécurité du fait des attaques des insurgés qui se propagent dans des zones plus sensibles, et du déploiement de tactiques asymétriques dans ces attaques. L'augmentation de la violence est un sujet de préoccupation pour tous, car la sécurité est le facteur essentiel pour mener à bien les activités de secours humanitaire dont le pays a tant besoin et les efforts en vue d'atteindre un succès durable dans la reconstruction et le développement socioéconomique du pays. Les actions des insurgés retarderont, sans aucun doute, les efforts du Gouvernement pour développer ces régions qui en ont tant besoin.

Dans le même ordre d'idées, nous sommes profondément préoccupés par le nombre élevé de pertes civiles, ce qui n'est absolument pas acceptable. Nous constatons que, dans les huit premiers mois de l'année 2008, la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) a enregistré 1 445 décès de civils, ce qui représente une augmentation de 39 % par rapport à l'année dernière à la même période. Nous condamnons la lâcheté des actes terroristes perpétrés par les insurgés et d'autres groupes extrémistes prenant volontairement pour cible les populations civiles, y compris les travailleurs humanitaires.

Nous sommes également préoccupés par les pertes civiles causées par les interventions militaires des forces progouvernementales. À la lecture du rapport, nous constatons que, au cours des huit premiers mois de l'année 2008, 393 décès, soit 27 % des morts civils, ont été attribués aux frappes aériennes des forces progouvernementales. Nous pensons, comme le Secrétaire général, que les civils devraient toujours être protégés contre toute forme de danger, en particulier contre les blessures graves ou la mort, causées non seulement par des actes terroristes et par l'insurrection mais également par les conséquences involontaires des opérations militaires progouvernementales. Nous appelons et exhortons donc toutes les parties à assurer la protection de ces civils, conformément au droit international humanitaire

et au droit relatif aux droits de l'homme. Nous invitons également les autorités compétentes à réexaminer en permanence leurs règles d'engagement et de procédures à cet égard en vue d'assurer la protection des civils.

La situation concernant les stupéfiants en Afghanistan est un autre sujet de préoccupation, compte tenu du lien existant entre le trafic de drogues et les activités des insurgés et des groupes criminels qui financent le terrorisme et la corruption. Ma délégation se félicite de la diminution, quoique modeste, de la zone de culture du pavot et de la production d'opium. Nous constatons que la production d'opium se limite maintenant à sept provinces où les insurgés restent très actifs, contre un total de 34 provinces qui s'adonnaient auparavant à cette production.

En ce qui concerne les efforts de lutte contre les stupéfiants, nous reconnaissons l'immense travail qui reste à accomplir en faveur de l'Afghanistan si l'on veut éliminer le trafic de drogues, compte tenu de l'insurrection et de la nécessité de trouver d'autres moyens de subsistance aux cultivateurs de pavot. En outre, les fonctionnaires chargés de la lutte contre la drogue et du maintien de l'ordre font constamment l'objet de menaces et d'intimidation par des fonctionnaires corrompus et des trafiquants.

Il ressort du rapport que 77 membres de la force d'éradication ont été tués cette année, ce qui fait que le nombre de victimes a sextuplé par rapport à l'année dernière. Alors que des efforts semblent déployés au niveau national pour assurer le succès des efforts de lutte contre la drogue en Afghanistan, la communauté internationale doit aussi réduire la demande d'opium en Afghanistan, notamment en redynamisant les efforts internationaux pour mettre un terme au trafic de drogue à partir de l'Afghanistan. L'adoption de la résolution 1817 (2008) du Conseil de sécurité visant notamment à mettre fin au détournement et au trafic de précurseurs en provenance des pays exportateurs vers l'Afghanistan et les pays voisins, devrait, si elle est rigoureusement mise en œuvre, contribuer à rendre plus fructueux les efforts de lutte contre la drogue en Afghanistan.

Les défis en matière de sécurité en Afghanistan sont autant la cause que la conséquence de la situation sociopolitique du pays. Le règlement de cette situation exigera une approche civile et militaire intégrée et concertée. Les actions militaires seules sont

insuffisantes lorsqu'il s'agit de traiter les causes profondes du problème. En même temps, le Gouvernement doit œuvrer à améliorer ses systèmes de prestation, la qualité de sa gouvernance et son respect des droits de l'homme en vue de renforcer sa crédibilité et de bénéficier d'appuis dans son action et ses initiatives. En outre, un processus global de réconciliation nationale est nécessaire pour éviter la marginalisation de tout groupe. Ma délégation est encouragée par les efforts déployés par le Gouvernement afghan dans ce sens.

Depuis trop longtemps maintenant, l'Afghanistan est submergé d'innombrables défis redoutables qui ont placé ses habitants dans une situation très précaire. Il faudrait que le pays sorte bientôt de ses difficultés, ce qui ne sera possible qu'avec le soutien et l'assistance sans faille de la communauté internationale. La Malaisie, quant à elle, réaffirme sa volonté de coopérer et de travailler étroitement avec l'Afghanistan et, le cas échéant, avec d'autres membres de la communauté internationale. Nous continuerons d'accorder une assistance à l'Afghanistan dans le cadre du programme malaisien de coopération technique afin de développer le capital humain si nécessaire dans les différents domaines ayant trait au développement de l'Afghanistan.

**M. Ilkin** (Turquie) (*parle en anglais*): La Turquie approuve la déclaration que le Représentant permanent de la France a faite au nom de l'Union européenne. Cependant, compte tenu de l'importance que nous attachons à la situation en Afghanistan, je voudrais formuler quelques remarques supplémentaires au nom de mon pays.

Tout d'abord, j'aimerais exprimer notre satisfaction concernant le projet de résolution que l'Assemblée générale se propose d'adopter cet après-midi (A/63/L.17). Nous estimons qu'il s'agit là d'un texte équilibré qui reflète à la fois les progrès réalisés et les défis restant à relever en Afghanistan. Il se fonde également, en le complétant, sur le rapport du Secrétaire général (A/63/372), qui décrit la situation de façon réaliste en offrant des suggestions utiles pour l'avenir. Nous sommes donc fiers de parrainer le projet de résolution et remercions l'Allemagne d'avoir facilité un large consensus à cet égard.

Premièrement, nous sommes plus que jamais disposés à aider l'Afghanistan à devenir un pays sûr, stable et prospère. La Turquie ayant des liens uniques avec l'Afghanistan, sa volonté de voir ce pays se

développer et prospérer est donc profondément ancrée en elle. Par ailleurs, en ce qui concerne notre contribution concrète aux efforts de reconstruction, je me permets de renvoyer les participants à la note annexée au texte de mon discours qui contient l'inventaire de nos actions en matière d'assistance à la sécurité et d'aide au développement.

Deuxièmement, nous ne sommes pas du tout pessimistes sur les perspectives d'avenir de l'Afghanistan. Parallèlement aux défis incessants, surtout dans les domaines de la sécurité, de la lutte contre les stupéfiants et de la gouvernance, nous voyons également des progrès sur plusieurs fronts. La déclaration du représentant de l'Union européenne portait sur un grand nombre de ces réalisations encourageantes que je voudrais souligner à nouveau.

En conséquence, nous exhortons toutes les parties concernées à ne pas se laisser décourager par des contretemps passagers qui sont inévitables dans un pays déchiré par la guerre comme l'Afghanistan. Nous devons toujours garder à l'esprit l'objectif ultime qui nous a conduits en Afghanistan mais il est évident qu'il incombe, d'abord et avant tout, au peuple afghan et à son Gouvernement de réaliser cet objectif ultime. Et, en effet, il leur reste encore un long chemin à parcourir. Cependant, certaines des mesures prises récemment par le Gouvernement, notamment un certain nombre de mesures très encourageantes en matière de lutte contre la corruption, nous donne des raisons supplémentaires de garder espoir. Nous invitons donc le Gouvernement à continuer dans cette voie et à répondre efficacement aux attentes légitimes du peuple afghan.

À ce stade, je voudrais également souligner l'importance du dialogue politique national qui a récemment bénéficié d'un regain d'énergie dans le pays et nous espérons que ce dialogue permettra d'obtenir les résultats escomptés, c'est-à-dire une réconciliation réelle sous l'autorité et la responsabilité du Gouvernement afghan.

Troisièmement, le Gouvernement et le peuple afghans ont besoin du plein appui de la communauté internationale, appui qu'ils méritent, dans leurs efforts pour transformer leur pays. À cet égard, nous constatons avec satisfaction que l'Organisation des Nations Unies assume un rôle plus actif et plus central dans la coordination et l'orientation des efforts de la communauté internationale. Il convient de féliciter tout particulièrement le Représentant spécial pour son rôle moteur, la détermination et le dévouement qu'il met à

mener cet objectif à bonne fin. Il est maintenant impératif de traduire ces avancées théoriques et organisationnelles en progrès concrets sur le terrain, tout en dotant la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) des ressources nécessaires. Dans ce contexte, il est extrêmement important que nous rendions notre aide humanitaire et notre aide au développement plus efficaces, afin de permettre aux simples citoyens d'en ressentir les effets positifs dans leur vie quotidienne. Nous devrions également tenir compte de l'appel du Secrétaire général concernant une percée politique qui puisse toucher les cœurs et les esprits du peuple afghan. Cela est devenu particulièrement important à l'heure actuelle, étant donné le nombre croissant de victimes civiles, bien que la responsabilité de ce phénomène déplorable incombe avant tout aux terroristes et aux extrémistes. En outre, l'hiver approchant risque de faire éclater une nouvelle crise humanitaire, ce qui nous contraint de faire preuve de vigilance et de réagir rapidement. Nous devrions donc nous fixer pour objectif immédiat de ne ménager aucun effort pour faire des quatre à six mois prochains, c'est-à-dire d'ici au printemps prochain, une période où seraient honorées les promesses et qui permettrait à l'Afghanistan de recueillir des bienfaits tangibles. L'amélioration de la coopération régionale est, entre autres, indispensable pour y parvenir. C'est la raison pour laquelle nous nous félicitons de voir s'établir un climat de dialogue et de coopération entre l'Afghanistan et le Pakistan. Nous sommes déterminés, quant à nous, à contribuer de toutes les manières possibles à cette relation prometteuse, notamment grâce à une coopération trilatérale entre nos pays, coopération qui a été au cœur du deuxième sommet, tenu récemment à Istanbul à ce sujet.

Pour terminer, je récapitulerai brièvement mes propos. Nous avançons dans la bonne direction, mais le chemin qui reste à parcourir est semé d'embûches. Il nous faut donc faire preuve de prudence et de détermination. Il ne fait aucun doute que les Afghans eux-mêmes doivent être aux commandes. Cependant, il est également impératif que la communauté internationale continue d'agir dans un esprit de partenariat, en étant animée d'une vision à long terme et de la détermination nécessaire. La Turquie est prête et résolue à jouer son rôle dans ce contexte.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Nous avons entendu le dernier orateur dans le débat sur cette question.

L'Assemblée générale va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/63/L.17. Je tiens à indiquer que depuis la présentation du projet de résolution, les pays suivants sont devenus coauteurs : Antigua-et-Barbuda, Azerbaïdjan, Cambodge, El Salvador, Émirats arabes unis, Érythrée, Éthiopie, Koweït, Madagascar, Mauritanie, Palaos, Paraguay, Qatar, Seychelles, Sri Lanka, Thaïlande et Togo.

Puis-je considérer que l'Assemblée décide

d'adopter le projet de résolution A/63/L.17?

*Le projet de résolution A/63/L.17 est adopté (résolution 63/18).*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Puis-je considérer que l'Assemblée en a ainsi terminé avec son examen du point 17 de l'ordre du jour?

*Il en est ainsi décidé.*

*La séance est levée à 13 h 5.*